

l'école démocratique

Publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°58, mai 2014 • 3 euros

Dossier spécial

D'une législature à l'autre

SOMMAIRE

APED/OVDS Aped/Ovds en mouvement

26

LIRE Normand Baillargon
Michèle Petit
Marcel-Sylvain Godefroid

29





Éditorial

Avenue des Volontaires 103, Bte 6
B-1160 Bruxelles
Tél.: +32 (02) 735 21 29
Courriel: aped@ecoledemocratique.org
Site: www.ecoledemocratique.org

Une publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped). Existe également en néerlandais.
Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe Schmetz, Dirk De Zutter, Linde Moriau, Romy Aerts
Maquette et mise en page: Jean-Marie Gilson

Abonnements

Abonnement simple: 12 euros
Abonnement + affiliation: 15 euros (ou plus, selon vos moyens).

Mode de paiement

Belgique: virement bancaire au compte BE42 0000 5722 5754 de l'Aped.
France: nous envoyer un chèque au nom de Nico Hirtt.

Articles

Les articles ou propositions d'articles doivent nous parvenir par e-mail, au format RTF, OpenOffice ou Word. Le Comité de rédaction se réserve le droit d'abrégier les articles, d'y apporter des corrections mineures et d'en modifier les titres et intertitres.

Droit de copier

Les textes publiés ici peuvent être librement diffusés et reproduits par quelque moyen que ce soit. Nous vous prions cependant d'en mentionner clairement l'origine et d'indiquer au moins un moyen de contacter l'Aped (adresse, téléphone ou e-mail). Merci de nous faire parvenir un exemplaire de toute publication reprenant ou citant des extraits de l'École Démocratique.

L'Aped se bat afin que tous les jeunes accèdent par un enseignement public, gratuit et obligatoire, aux savoirs qui donnent force pour comprendre le monde et pour participer à sa transformation.

Une farde de présentation de l'Aped, comprenant notre texte de base, est disponible sur simple demande.

D'une législature à l'autre : ne rougissez pas de vouloir la lune, il nous la faut !

- Le bilan de la législature ? Ça va nous faire un dossier vachement court !
- Mouais. Pour ce qui est des avancées progressistes, d'accord, ça tiendrait sur un ticket de tram... Mais de là à dire que ce gouvernement n'a rien fait ! Il a fameusement renforcé la soumission de l'école au marché du travail. Il a expérimenté et s'apprête à étendre la certification par unités d'apprentissages (CPU), il a encouragé l'extension de l'alternance (CEFA), révisé les programmes autour des compétences clés...
- Et à les entendre, ce n'est qu'un début. Suffit d'écouter Demotte se gargariser de sa trouvaille de campagne, le triple E : Education, Emploi et monde de l'Entreprise.

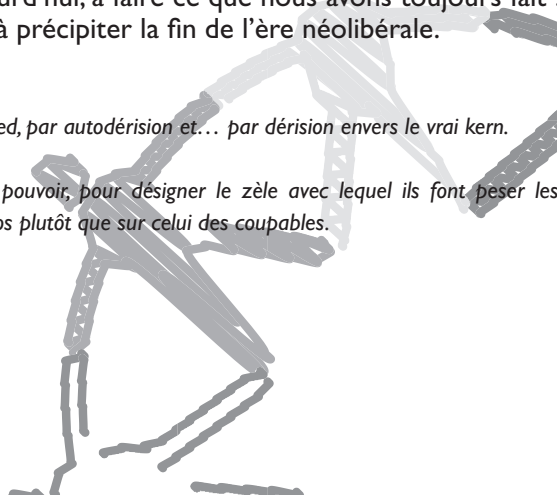
Réunion du "kern" de l'Aped I. Nous venons de décider de consacrer un numéro spécial au bilan de la législature sortante et aux perspectives pour la suivante. Histoire de faire le point juste avant de nous rendre aux urnes.

Il n'est jamais inutile de rappeler quelle Ecole nous voulons. Une Ecole commune à tous les enfants jusqu'à 16 ans. Générale et polytechnique. Parce qu'il nous la faut². Parce que tant que nous ne l'avons pas, il ne peut être question de démocratie réelle. Vous savez, cette démocratie où tous les citoyens seront suffisamment instruits pour participer aux décisions qui déterminent l'avenir d'une Humanité commune. Cette exigence-là, être tous outillés pour comprendre le monde – et les mécanismes de ses intolérables réalités – et le changer, c'est notre réalisme à nous.

C'est en regard de cette ambition que nous évaluerons le travail accompli par la coalition "Olivier" entre 2009 et 2014. Leur réalisme à eux est d'un tout autre tonneau : sourd à la souffrance sociale qui frappe de plus en plus de citoyens, le pragmatisme du gouvernement cache mal une proximité avec les pouvoirs économiques, pourtant responsables de la "crise". "En ces temps moroses"³, les budgets ont bel et bien été rognés, contrairement aux engagements de 2009. L'Ecole est de plus en plus ouvertement sommée de s'adapter aux attentes du marché du travail. Comme si c'était elle qui créait l'emploi ! Une Ecole qui réduise les inégalités sociales ? Il n'en est plus question. Même dans les discours. C'est tout dire...

Ne nous leurrions pas. Il y a peu d'espoir que la majorité qui surgira des négociations soit prête à s'atteler à une refondation de l'enseignement dans le sens que nous voulons. Cette refondation, pourtant, il nous la faut ! Il nous reste, dès aujourd'hui, à faire ce que nous avons toujours fait : lutter pour inverser les rapports de force. Agir à précipiter la fin de l'ère néolibérale.

- 1) Nous avons pour coutume d'appeler ainsi le bureau de l'Aped, par autodérision et... par dérision envers le vrai kern.
- 2) Nous paraphrasons ici Paul Nizan.
- 3) Expression euphémistique employée, dans les cercles du pouvoir, pour désigner le zèle avec lequel ils font peser les conséquences des errements des milieux d'affaires sur notre dos plutôt que sur celui des coupables.



D'une législature à l'autre

un dossier coordonné par

Philippe Schmetz

L'École démocratique, il nous la faut

Leur réalisme et le nôtre

Les fruits amers de l'Olivier

**Bruxelles: pas d'école démocratique sans école
pour tous**

La même sérénade qu'en 2009. En pire!

Appel au débat en vue d'une refondation de l'école

**Flandre: point de vue de l'Aped/Ovds sur
le masterplan du Gouvernement pour la réforme
de l'enseignement secondaire**



La majorité sortante a peut-être pris quelques (modestes) mesures que nous pourrions qualifier de progressistes... Au nom d'un réalisme très partiel et partial, en revanche, elle a continué d'adapter toujours plus l'école aux attentes du marché du travail. Plus que jamais, nous devons rappeler à quoi ressemble l'école que nous voulons. Une école qui ne fasse pas abstraction des réalités que les pouvoirs établis feignent d'ignorer. Une école réellement démocratique. Nous mesurerons ainsi les années-lumière qui séparent notre projet de leur pauvre realpolitik.

Notre leitmotiv est connu : l'Apéd se bat pour que tous les jeunes accèdent aux savoirs (et savoir-faire et savoir-être) qui donnent force pour comprendre le monde et participer à sa transformation.

Tous capables de comprendre le monde et de participer à sa transformation

Bien sûr, il faudra toujours des maçons, des coiffeurs, des coiffeuses, des « technicien-ne-s de surface ». Mais au nom de quelle « raison », sinon celle des nantis, que sert l'ignorance du peuple, seraient-ils réduits à être de simples exécutants, sans prise sur leur propre destin social (leurs conditions de travail, leur salaire, leur sécurité sociale, etc.) et sur la marche du monde ?

Qui oserait prétendre que les tenants et aboutissants des enjeux suivants⁽¹⁾ ne concernent pas tous les enfants, y

compris – et surtout - ceux qui sont relégués dans le professionnel⁽²⁾ :

- les causes réelles de la « crise » économique que nous traversons ;
- les politiques d'austérité menées par tous les gouvernements occidentaux ;
- leurs conséquences sur la qualité de vie, les pensions, l'emploi, l'allocation de chômage, ... ;
- les alternatives économiques qui permettraient d'en sortir ;
- l'avenir de la planète, surexploitée au profit d'une minorité, au détriment de la majorité ;
- la montée de la xénophobie, du racisme, des communautarismes ;
- le sexisme, l'homophobie ;
- les questions de santé publique (addictions diverses, obésité, etc.)

Notre vision de l'École s'appuie sur les convictions suivantes :

- le monde actuel, fondé sur la compétition, l'exploitation des hommes comme de la planète, l'accumulation et l'aliénation, est intolérable et insoutenable : il faut à tout prix que ça change, qu'adviennent des rapports sociaux justes (en finir avec les séparations entre « manuels » et « intellectuels », entre « dirigeants » et « exécutants »), une répartition équitable des ressources, des biens et des services, un accès de tous à la culture, une utilisation (raisonnée) des technologies au service de tous... ;
- la marche du monde concerne tous les citoyens, pas seulement la minorité qui détient aujourd'hui les clés du pouvoir ;
- moyennant une politique d'éducation ambitieuse qui n'abandonne personne en cours de route, tous les enfants sont capables de devenir des citoyens critiques, aptes à participer à cette transformation du monde ;
- ceux qui en ont le plus besoin, systématiquement tenus à l'écart des pouvoirs économique, politique et culturel, sont les enfants des classes populaires. C'est leur émancipation que nous voulons.

Certes, nous savons pertinemment que jamais le pouvoir n'a scolarisé les enfants du peuple pour les émanciper⁽³⁾. Néanmoins, cette scolarisation de tous nous ouvre, à nous, enseignants progressistes, quelques portes.



Notre système scolaire: un déni de démocratie

Depuis sa fondation en 1995, l'Aped dresse toujours le même état des lieux.

Le système scolaire de la Communauté française (CF)⁽⁴⁾ est marqué par deux tares principales: 1/ l'ignorance de tous les jeunes – riches comme pauvres – en termes de savoirs citoyens critiques et polytechniques, ces savoirs qui leur permettraient de comprendre le monde et de le changer dans le bon sens ; 2/ la reproduction record des inégalités sociales, privant les enfants des classes populaires d'une instruction digne de ce nom.

Ces deux constantes, qui nous autorisent à parler de « catastrophe scolaire », ne doivent rien au hasard. Bien au contraire ! Elles sont intimement liées à la façon dont les pouvoirs politiques (et économiques, de moins en moins tapis dans leur ombre) définissent le rôle de l'école : elle est de plus en plus exclusivement pensée comme un instrument de formation en vue de différents profils de métiers. Sous le prétexte – fallacieux – que la formation créerait l'emploi... Il est logique, si l'on réduit l'enseignement à cette seule mission, qu'il développe séparément – dans un apartheid organisé en filières, écoles ghettos de riches ou de pauvres – les enfants destinés aux fonctions de direction, d'une part, et les masses d'exécutants, d'autre part. Et tout aussi logique qu'il ne soit pas trop question de former des citoyens capables d'esprit critique, de fraternité et d'action collective.

Et pourtant, une autre Ecole est possible !

Notre Appel pour une école démocratique a retenti durant les derniers grands mouvements sociaux qu'ait connus l'enseignement en Belgique, en 1995.⁽⁵⁾ Notre texte fondateur, où l'essentiel est déjà dit, date de 2000⁽⁶⁾. Mais c'est en 2006 que nous avons dévoilé notre projet d'Ecole commune, générale et polytechnique⁽⁷⁾. Nous voulons une école commune à tous les enfants, de 6 à 15 ans⁽⁸⁾. Une école à la fois générale et polytechnique⁹, d'où toute forme d'orientation professionnelle serait exclue. Celle-ci se ferait après 16 ans, dans de bien meilleures conditions, avec des jeunes plus mûrs et maîtrisant des savoirs communs. Mais attention, de 16 à 19 ans, tous les jeunes continueraient néanmoins de participer à des cours généraux de haut niveau (nous pensons à tous

ces cours dont l'acquisition des savoirs exigent une maturité certaine).

Bien entendu, cette « révolution » ne peut être généralisée du jour au lendemain : les jeunes qui fréquentent aujourd'hui le premier degré différencié ne peuvent pas suivre un tronc commun. La réforme commence en « première primaire » et avance d'année en année pour se mettre en place en dix ans. On met donc d'abord le paquet dans le fondamental : réduction de la taille des classes – l'idéal tourne autour de 15 enfants par groupe –, engagement vraiment massif d'instituteurs, systèmes de remédiation et d'aide scolaire, etc.

Les mécanismes de ségrégation structurellement inscrits dans notre système actuel expliquent une bonne part de la reproduction des inégalités sociales. Il faut dès lors créer la mixité sociale dans tous les établissements. Par conséquent, briser deux tabous typiquement belges : la liberté de choix des parents et la concurrence entre réseaux. Nous proposons d'affecter les élèves à une école déterminée selon leur domicile et – différence par rapport à la carte scolaire française – le revenu de leurs parents. Ce qui implique un découpage géographique du territoire en zones socialement mixtes, assez réalisable en Belgique, vu sa densité de population. Par ailleurs, nous en appelons à un réseau unique, forcément public. Pour être vraiment démocratique, la scolarité doit être absolument gratuite pour tous les enfants. Cette gratuité, inscrite dans la Constitution, il est temps qu'on l'organise ! Hormis ces réformes de structure, nous voulons rendre l'école plus humaine, rendre à chacun-e le goût d'apprendre, dans un groupe auquel on reste lié pendant toute sa scolarité de base, sans redoublement ; par une ouverture aux activités artistiques, sportives et associatives ; en rendant aux enseignants la liberté d'initiative pédagogique (tant qu'ils atteignent les objectifs communs) ; par une guidance et une aide scolaire plus proches de chaque enfant (rattrapages, études dirigées, centres de documentation, cours accélérés pour les enfants primo arrivants, etc.).

1) Liste non exhaustive.

2) Dont on sait qu'ils appartiennent quasi systématiquement aux classes les plus pauvres... et reçoivent, quel que soit l'engagement de leurs enseignants, les cours généraux les plus indigents.

3) Voir le dossier essentiel de N. Hirtt, *L'Ecole et le Capital. Deux cents ans de bouleversements et de contradictions. L'Ecole démocratique*, n° 53, mars 2013, également disponible sur le site.

4) Nous restons attachés à cette dénomination.

5) Appel pour une école démocratique, <http://www.skolo.org/spip.php?article19>

6) « Pour une école démocratique », <http://www.skolo.org/spip.php?article18>

7) « Vers l'Ecole commune », disponible sur le site, avec une « foire aux questions » (FAQ) très détaillée, <http://www.skolo.org/spip.php?article341>

8) Préalablement, on pourrait rendre obligatoire la scolarité dès l'âge de 3 ans.

9) Sur l'enjeu de l'enseignement polytechnique pour tous... et ce que nous entendons par là, - tout autre chose que l'emploi dévoyé que tentent d'en faire des politiciens en campagne - nous ne saurions trop vous recommander d'aller (re)lire le dossier de N. Hirtt, « Pas d'école démocratique sans instruction polytechnique », ED n° 47, septembre 2011, ou sur le site : <http://www.skolo.org/spip.php?article1401>



Récemment, l'analyse des données de la dernière enquête PISA (2012) nous a confortés⁽¹⁾ dans la certitude que la ségrégation de notre système scolaire reste le plus puissant mécanisme de production des inégalités... et la cause de la médiocrité des résultats des enfants les plus pauvres. Par là même, elle confirme la pertinence de notre projet alternatif. Avec d'autres associations et personnalités⁽²⁾, nous estimons qu'il est plus que temps de rompre avec l'ère des réformes... et de se donner la peine de refonder l'école. Pourtant, interrogée dans le Soir du 5 février au sujet de cet appel, la ministre Schyns (cdH) bottait en touche⁽³⁾: « [...] la révolution, ce n'est pas une bonne idée. [...] je ne crois pas au grand soir ». « Cela, c'est un rêve théorique, disait-elle encore. Et moi, je suis dans la réalité. » La réalité! Le mot magique était une nouvelle fois lâché. Ainsi, il y aurait, d'un côté, les cercles du pouvoir, animés par un souci de réalisme, et de l'autre, des révolutionnaires nageant en pleine utopie...

N'en doutons pas : cette simplification, cette caricature, dont ils ont besoin pour masquer l'échec de leur politique d'enseignement, ils en useront et abuseront. Encore et encore. Il est dès lors essentiel de la démonter.

Réalistes, eux ?

Nous serons toujours « surpris » de voir le terme de « réalisme » employé par des personnes qui ont pour habitude d'occulter les réalités du nombre croissant de citoyens⁽⁴⁾ qui sont condamnés à (sur)vivre dans la pauvreté...

dans un pays qui se classe pourtant parmi les plus riches au monde. « Surpris » de voir ces mêmes personnes se réjouir de (très) modestes et partiels progrès de la CF aux tests PISA. Ou communiquer leur satisfaction quand le taux de redoublement régresse, comme si c'était réellement autre chose que le fruit du bidouillage des instruments d'évaluation. « Surpris » de les voir enfouir la tête dans le sable pour ne pas voir qu'une partie importante de la population, à 15 ans, ne sait toujours pas lire ou calculer de manière satisfaisante... Ils ne peuvent ignorer la réalité des causes profondes et très bien documentées de ces mauvais résultats : moyens insuffisants dans le fondamental, système d'apartheid scolaire, quasi marché... Et pourtant, rien ou si peu dans leurs réformes n'est à la mesure des besoins.

Il serait intéressant par ailleurs de demander à ces personnes « réalistes » d'apporter la preuve de l'efficacité de la stratégie qu'elles privilégient, celle des petits pas, consistant à « faire bouger les lignes » par expériences pilotes, à en appeler au bon vouloir des personnels éducatifs, à l'échange des « bonnes pratiques ». Selon l'idée que, même sans moyens supplémentaires, même dans le système scolaire tel qu'il est aujourd'hui, on peut progresser lentement mais sûrement, sur le terrain, dans les mentalités... A ce rythme-là, dans le cadre budgétaire auquel elles acceptent de soumettre leurs politiques, combien de siècles devons-nous attendre pour voir advenir une école et une société démocratiques ? Combien de siècles pour atteindre avec tous les enfants les objectifs du Décret Missions ? M-M. Schyns, dans l'interview citée précédemment, reconnaît d'ailleurs elle-même que ça prendra du temps, étalé « sur plusieurs législatures – le temps scolaire (n'étant) pas le temps politique ».

Attention, nous ne nions pas qu'à conditions et contextes égaux, certain-e-s enseignant-e-s et/ou équipes éducatives parviennent à (beaucoup) mieux faire évoluer leurs élèves que d'autres. Toutefois, tant que le contexte et les conditions de travail restent structurellement contraires, ces progrès sont précaires et n'inversent en rien les déterminismes à l'œuvre.

Et puis, qu'est-ce que c'est que ces politicien-ne-s qui ne croient pas à l'action politique, au pouvoir d'accélération des réformes ? Quoi que ! Vous aurez peut-être noté qu'ils n'y croient guère quand il est question de réformes progressistes, mais qu'ils sont capables d'enclencher la vitesse supérieure et de travailler par réformes imposées du haut s'il s'agit d'étendre les CEFA, la CPU, etc., toutes mesures idéologiquement marquées à droite !



Utopistes, nous ?



Concernant notre projet de refonte de l'école, pour notre part, nous réfuterons en tout cas le qualificatif d'utopistes, toujours employé à notre encontre dans son sens péjoratif. Notre réalisme à nous consiste à observer la réalité, toute la réalité, y compris celle que feignent de ne pas voir ceux qui tiennent le haut du pavé. D'en analyser les causes. Et d'avancer des propositions alternatives qui répondent réellement, concrètement, à ces causes profondes. N'en déplaise à nos détracteurs, l'école démocratique dont nous avons tracé les contours est non seulement indispensable, mais aussi finançable et organisable.

Un projet indispensable, finançable et organisable



Indispensable, car il ne sera pas possible de réaliser une égalité de résultats scolaires sans casser les mécanismes structurels qui font de notre enseignement le champion de l'inégalité (manque d'encadrement dans le fondamental, ségrégation des enfants en filières hiérarchisées, ségrégation en écoles ghettos de riches et de pauvres, etc.). Il faut s'attaquer aux fondements du système, aux vrais problèmes. Même un « changement de culture » dans le chef des personnels éducatifs demande une réforme ambitieuse (et couteuse) de la formation initiale, pas exemple.

Indispensable, car jamais une société réellement démocratique ne pourra advenir avec un système scolaire comme celui que nous connaissons.

Finançable, avec des politiques qui iraient chercher, là où il se trouve en abondance, l'argent nécessaire à une école démocratique⁽⁵⁾.

A terme, notez-le bien, notre projet ferait l'économie du redoublement et de la concurrence entre réseaux.

Organisable, comme le montrent les « refontes » qu'ont menées, par exemple, les pays qui trustent les premières places des études comparatives internationales. Nous ne sommes pas forcément des supporters fanatiques⁶ de chacun de ces systèmes. Mais qu'est-ce qui nous interdit d'évaluer leurs expériences pour faire (beaucoup) mieux ?

Indispensable, finançable et organisable, notre projet d'école démocratique se heurte pourtant à une fin de non recevoir des partis de gouvernement. L'obstacle n'est pas sa faisabilité en soi. Il est d'ordre politique.

Ce n'est pas que nous soyons moins réalistes que les partis de gouvernement : notre réalisme n'est pas le leur. Point barre. Nous savons dès lors ce qu'il nous reste à faire : œuvrer à « faire bouger les lignes » politiques. Dans nos engagements syndicaux, associatifs et politiques, continuer de travailler à un renversement des rapports de force, à l'émergence d'une société juste. Pour une école démocratique dans une société démocratique. L'une n'ira pas sans l'autre. Et vice-versa.

1) N. Hirtt, *Pisa 2012, sans fard et sans voile*, ED n° 57, février 2014, également disponible sur le site.

2) Vous lirez par ailleurs dans ce numéro l'appel publié le 31 janvier 2014 par la plate-forme de lutte contre l'échec scolaire, et la liste de ses 29 associations et personnalités signataires (également disponibles sur le site).

3) Non sans caricaturer les associations et personnalités signataires de cet appel.

4) Désormais, le pays compte entre 15 et 20% de citoyens vivant sous le seuil de pauvreté. On ne peut plus parler de situations marginales...

5) Nous rappellerons ce calcul de la CSC : un impôt de 1% sur les revenus de plus d'un million d'euros rapporterait 6 milliards par an. On pourrait aussi reparler des intérêts notionnels. Ou remettre en cause la légitimité de la dette publique, dont le service absorbe 20% du budget de l'Etat...

6) Si la Finlande obtient des résultats probants sur des savoirs opérationnels (lecture, math, sciences), ceux que réclame l'OCDE, elle se distingue par ailleurs par une gestion très managériale des établissements scolaires. On est donc à des années-lumière d'un projet de société démocratique.





L'Olivier était-il stérile ou, pire, ses fruits sont-ils amers ? Pour une majorité de citoyens, interrogés sur les politiques d'enseignement des cinq dernières années, le bilan serait jugé stérile, aucun fait saillant n'ayant défrayé la chronique. Mais pour nous, c'est bien l'amertume qui domine. Là où l'on espérait des avancées progressistes, on a assisté aux habituels travaux de plomberie et autres ouvertures de chantiers. Sans véritables moyens. Ou alors à quelques initiatives non couteuses qui, pour sympathiques qu'elles fussent, n'ont rien résolu des causes profondes de l'échec scolaire. Logiquement, les résultats sont à la hauteur du manque d'ambition du gouvernement, comme le confirme entre autres PISA 2012. Par contre, sans doute parce que ça ne coûte rien non plus... et surtout parce que ça s'inscrit dans le courant dominant, auquel adhèrent à des degrés divers les trois partis concernés⁽¹⁾, la soumission de l'école aux diktats du marché du travail a connu une sacrée accélération !

Dès septembre 2009⁽²⁾, nous ne cachions pas notre inquiétude. La Déclaration de Politique Communautaire (DPC) de la coalition « Olivier » contenait bien quelques intentions aussi louables que vagues : « une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire », « une école qui émancipe en amenant chacun à la réussite ». L'école y était promue comme étant « un secteur très important ». On nous annonçait quelques avancées, sans doute modestes, mais qui devaient aller dans le bon sens : favoriser la réussite de tous, par la remédiation immédiate, l'encadrement différencié, le contrôle du coût de l'école, etc. ; inciter les parents à scolariser leurs enfants dès l'âge de trois ans ; une formation initiale de cinq ans pour tous les enseignants ; dans le supérieur, un accès facilité par une diminution des barrières financières et la suppression de quelques examens d'entrée. Il

était aussi question d'autres thématiques qui nous plaisent : la participation des élèves, le bien-être des enfants à l'école, y améliorer l'alimentation, les liens entre culture et éducation, la promotion de l'activité physique, etc. Mais nous restions avec deux questions cruciales : comment le gouvernement comptait-il s'y prendre, et quels moyens matériels était-il prêt à mobiliser pour passer du catalogue d'intentions à leur réalisation ?

En 2009 déjà, une Déclaration d'allégeance au marché

En revanche, le texte regorgeait d'expressions révélatrices de l'idéologie qui le sous-tendait. Les termes « excellence » (employé de manière incantatoire), « capital humain » (capital!), « investissement dans la jeunesse » (investissement!), « synergie », ou encore « démarche qualité », fleurissaient à plein nez la gestion managériale et le néolibéralisme. Dans le même ordre d'idées marchandes, la DPC se prononçait en faveur d'une autonomie accrue des écoles.

Au-delà d'un lexique révélateur, c'est le projet de refondation du qualifiant qui dévoilait pleinement la logique de la coalition. Par un raccourci dont la pensée unique de marché a le secret, « l'insertion sociale des jeunes via des emplois de qualité » était allègrement traduite en une volonté d'aller plus loin dans l'« ouverture de l'École au monde de l'entreprise ». Ainsi, l'Olivier allait promouvoir la formation en alternance, les stages professionnalisants et autres compétences de base.

Comme si c'était une refonte de la formation qui allait créer les centaines de milliers d'emplois de qualité manquant en Belgique ! Comme s'ils ne savaient pas que derrière leur discours pseudo-social se cachaient d'autres intérêts que l'émancipation des jeunes !

D'ailleurs, nous soulignons au passage que la nouvelle majorité donnait de la citoyenneté une définition pour le moins restrictive : « adhérer à et respecter une série de règles permettant le « vivre ensemble » ».

Traduction: être citoyen, pour le PS, le cdH et Ecolo, se résumait désormais à accepter le monde tel qu'il est et à s'y insérer. A l'exact opposé de notre vision : comprendre un monde où quelques-uns sont (infiniment) plus égaux que tous les autres... et lutter pour changer cet ordre des choses !



Malheureusement, nos craintes de 2009 étaient fondées



Nous voici arrivés au terme des cinq années de gouvernance « Olivier ». L'heure du bilan a sonné. Ce bilan, nous le dresserons avec un parti-pris : pour garder assez de hauteur, pour qu'émerge une vue d'ensemble assez cohérente où s'articulent des politiques qui peuvent parfois paraître contradictoires, pour dégager les lignes de force de l'action gouvernementale, nous éviterons de faire un inventaire exhaustif de celle-ci et d'entrer dans des détails trop techniques. Nous la confronterons aux grandes lignes de notre projet d'Ecole commune.

Pour faire court, il nous semble que l'Olivier aura porté les fruits que nous annoncions à la lecture de sa DPC : maigres et/ou franchement amers !

Un « Décolâge » dans le fondamental ?



Depuis 2001 au moins⁽³⁾, nous soulignons l'importance cruciale de l'enseignement fondamental. Car c'est déjà à ce niveau-là que les écarts se creusent entre enfants riches et enfants pauvres. C'est dès lors d'abord à ce niveau-là qu'il faut mettre le paquet. Au terme de la législature, la ministre Schyns oppose à notre appel à refonder l'école le projet « Décolâge! »⁽⁴⁾, initié par sa prédécesseure M-D. Simonet, « qui réunit 300 écoles désormais ». « Ce n'est plus une expérience pilote, ça », poursuit-elle. Alors, oui, en appelant l'ensemble des écoles à éviter tout redoublement dans l'enseignement maternel, en créant une plate-forme d'échange de pratiques dans la tranche d'âge de 3 à 7-8 ans, en incitant les enseignants et les équipes éducatives à se former, en proposant un compagnonnage, « Décolâge ! » va incontestablement dans le bon sens. Mais, sans enveloppe budgétaire substantielle, le tout repose sur le bon vouloir des écoles⁽⁵⁾. Mais, surtout, en regard des besoins et de ce qui pourrait être réalisé avec des moyens dignes de ce nom, l'opération n'aura qu'un impact marginal. Ne prenons qu'un exemple : une lecture sérieuse de l'incontournable étude STAR⁽⁶⁾, nous enseigne qu'une réduction de la taille des classes (autour de 15 enfants) dans les premières années d'enseignement est un facteur crucial de réussite scolaire. Les effets sont durables et semblent même augmenter au fil des années d'étude. Profitant

surtout aux enfants les plus pauvres, la réduction de la taille des classes permet de réduire considérablement les écarts entre enfants de différentes origines sociales. Nous ne pouvons constater qu'une chose : la coalition sortante n'a pas fait un pas dans cette voie-là. Ni entrepris quoi que ce soit de conséquent : des heures organiques supplémentaires pour la remédiation, du personnel spécialisé, des moyens supplémentaires pour permettre aux écoles d'offrir aux enfants qui en sont privés tous les modes d'épanouissement dont disposent les enfants « bien nés » (centre de documentation, activités complémentaires en sport, culture...), etc.

Ceci n'est pas un tronc commun



Poursuivons notre bonhomme de chemin. Le projet d'Ecole commune de l'Aped s'étend jusqu'à 15-16 ans. Le « tronc commun » actuel, organisé jusqu'au terme du premier degré secondaire, remanié à de nombreuses reprises et ce, jusqu'au coup de sifflet final de cette législature, constitue-t-il un pas dans la bonne direction ? Rien n'est moins sûr... En effet, ce tronc commun n'en est pas vraiment un. La rupture entre l'école primaire et le premier degré secondaire subsiste, avec toutes ses conséquences. Ensuite, il reste deux filières, la commune et la différenciée, sans compter les classes complémentaires. Peut-on par ailleurs parler de tronc commun quand les options – « activités complémentaires » - foisonnent (au nombre de 7 dans la dernière version) ?

De plus, le premier degré s'organise dans des établissements de niveaux très inégaux (une 1ère commune dans une école industrielle ne draine pas le même public qu'une 1ère commune dans une école générale bien cotée). Pour permettre un vrai tronc commun dans le secondaire, une condition sine qua non a été escamotée par les pouvoirs publics : donner d'abord à l'école fondamentale les moyens dont elle a besoin pour amener tous les enfants à un bon niveau : un financement suffisant, 15 élèves par classe en début de scolarité, des locaux de qualité, mais aussi de la rigueur et de l'ambition dans les programmes, et une ouverture de l'école, avec des rythmes scolaires appropriés... Autre critique : le « tronc commun » du 1er degré manque d'ambition démocratique. En effet, ses objectifs sont, à nos yeux, minimalistes. On semble se contenter de vagues compétences de base : lire, écrire, calculer... Enfin, dans la pratique, ce 1er degré s'apparente à une « usine à gaz », avec ses 1ère et 2e C, sa 2e complémentaire, ses 1ère et 2e D, et



autre avatars... Les effets pervers de cet échafaudage se déclinent en conséquences souvent funestes. Nous pensons, par exemple, à ces jeunes qui, sachant que leur troisième année dans le degré sera de toute façon la dernière et qu'ils passeront au pire dans une 3P, glandent une année entière et pourrissent l'ambiance de travail de leur classe. Il est même possible de spéculer ainsi dès l'entrée en secondaire.

Et la mixité sociale ?

Rappelons pour la énième fois notre position: les décrets Inscriptions successifs partent d'une bonne intention, augmenter la mixité sociale dans les établissements. Mais ils pèchent par leur manque d'ambition. Leur effet reste marginal, puisqu'il ne touche que la composition des écoles à succès, et relativement peu. Rien à voir avec notre proposition : l'affectation de tous les enfants à une école⁽⁷⁾, garantissant à la fois une certaine liberté et une école de qualité pour tous. Par ailleurs, la nécessaire fusion de l'ensemble des réseaux n'aura guère progressé : nous ne pouvons nous contenter d'une éventuelle fusion des seuls réseaux officiels. Résultat : notre système scolaire reste un de ceux qui reproduisent le plus les inégalités sociales.

Reproduction des inégalités sociales : nous restons sur le podium de la honte

L'analyse des résultats de PISA⁽⁸⁾ le prouve sans détour : la CF se distingue toujours (presque) autant par son régime d'apartheid scolaire. Sélection précoce, redoublements, quasi marché (réseaux concurrents et polarisation sociale des établissements scolaires) s'ajoutent au manque de moyens dans le fondamental pour condamner presque systématiquement les enfants des classes populaires à une instruction de seconde zone.

Financement : l'école devrait être «un sanctuaire»...

La coalition en avait fait la promesse, encore répétée en septembre 2013 par son ministre-président Rudy Demotte : «L'enseignement est pour nous un sanctuaire. Il y aura des efforts à faire pour le budget

2014 en FWB, mais l'enseignement doit rester un tabernacle pour que ceux qui enseignent aient les outils nécessaires à l'exercice de leur métier.» Force est de constater que c'était du pipeau : la mise en disponibilité précédant la pension de retraite (DPPR), permettant aux enseignants de déteiler à partir de 55 ans, obtenue de haute lutte en 1996 - vous savez, quand la CF avait réduit de 3000 postes l'encadrement des enfants -, eh bien, la DPPR a bel et bien été sévèrement revue à la baisse. Résultat : des cohortes d'enseignants âgés obligés de prolonger leur carrière, de jeunes diplômés en mal de places... Les réseaux officiels ont, pour leur part, enregistré une diminution de leurs subsides de fonctionnement. A un autre niveau, c'est l'allocation de rentrée qui a été rabaissée.

Enseignement supérieur : l'enveloppe est toujours fermée et la sélection sociale aussi déterminante

L'enseignement supérieur⁽⁹⁾ continue de fonctionner avec une enveloppe budgétaire fermée. Pour un nombre d'étudiants qui a fortement augmenté. Le financement par étudiant a dès lors fondu comme neige au soleil. Le coût des études à charge des étudiants est trop élevé. L'encadrement, les locaux, les équipements, les supports de cours, les supports sociaux (bourses et autres aides spécifiques) manquent cruellement. Les conditions de travail des enseignants se sont dégradées (plus d'étudiants, plus de copies...), ce qui nuit à la qualité de leur enseignement.

La gare de triage a déjà fonctionné à plein régime dans l'enseignement fondamental et secondaire. Les rares jeunes d'origine populaire qui arrivent malgré tout dans le supérieur sont loin d'être au bout de leurs peines : le taux d'échec à l'université est hautement corrélé à l'origine sociale des étudiants. L'université est en voie de dualisation (entre « filières d'excellence » et filières moins cotées). Des franges importantes de la population étudiante se retrouvent dans des situations précaires (le nombre d'entre eux qui deviennent usagers des CPAS explose littéralement).

Quand les recteurs-managers en appellent à des examens d'accès à l'université, ils ne proposent rien d'autre que de réduire le nombre d'étudiants pour un même budget. Et ça ne pourrait se solder que par une sélection sociale plus dure encore ! Seul un refinancement public à hauteur des besoins est de nature à nous mener vers un enseignement supérieur démocratique. Les effets d'annonce récents du ministre Marcourt (le système d'enveloppe fermée pourrait



être levé en 2016, notamment grâce aux fruits d'une relance économique) ne s'appuient sur aucune garantie.

CPU, CEFA, CTA, stages en entreprises, approche par compétences : les grands vainqueurs sont... les patrons

D'abord, - ça dure depuis si longtemps⁽¹⁰⁾, et c'est tellement commun à (presque) tous les pays qu'on pourrait ne pas y penser - les économies réalisées sur le dos de l'enseignement⁽¹¹⁾ ne sont pas perdues pour tout le monde: elles ont permis aux gouvernements successifs de faire de somptueux cadeaux fiscaux à ceux qui gagnent pourtant assez pour pouvoir accumuler la richesse⁽¹²⁾. Première victoire.

Deuxième victoire : les pouvoirs économiques dictent désormais à l'enseignement public la marche à suivre. Et la culture d'entreprise imprègne l'air qu'on respire dans les écoles. De manière totalement décomplexée. Et avec la complicité des gouvernements. Dont celui qui était aux affaires entre 2009 et 2014 en Communauté française. C'était limpide dès sa Déclaration de Politique Communautaire. Et ça s'est confirmé tout au long de la législature : l'école est bien entrée de plein pied dans l'ère de la dictature du marché du travail. Elle est chargée de se soumettre - et de soumettre ceux qu'elle forme - au double impératif de la polarisation des emplois et de l'adaptabilité et de la flexibilité⁽¹³⁾.

C'est sans doute dans cette direction qu'il faut chercher la « raison » de la dérégulation accélérée de l'enseignement qualifiant. La Certification Par Unités d'apprentissage (CPU) a fait un spectaculaire bond en avant. Selon nos informations, l'expérimentation en coiffure, esthétique et en mécanique automobile est terminée : pour ces secteurs, on passe en phase organique. L'année scolaire prochaine, 40 à 50 nouveaux référentiels entreraient en vigueur. La CPU serait étendue progressivement à d'autres secteurs professionnels. Les cours généraux se voient imposer des programmes orientés dans ce sens.

Autre formule, plus ancienne celle-là, l'enseignement en alternance (Céfa) concerne maintenant plus de 8500 jeunes en CF. Ça représente une part de plus en plus élevée de jeunes du qualifiant (de 6% en 2002-2003, on est passé à 7,8% en 2011-2012). La progression peut paraître lente, peut-être parce que le monde patronal est lui-même traversé par des contradictions⁽¹⁴⁾, certainement parce que bon

nombre d'élèves et de parents résistent à l'idée de s'inscrire dans ce jeu de dupes, mais la machine est lancée ! La formation en alternance frappe avec de plus en plus d'insistance à la porte de l'enseignement supérieur. Lui aussi, comme déjà noté plus haut, se voit allègrement instrumentalisé et dualisé.

Les Centres de Technologies Avancées (CTA), fruits d'une collaboration avec les Régions, sont également marqués du sceau de l'instrumentalisation par le marché du travail. Ce chantier prioritaire de la CF, vise à « développer une politique cohérente en matière d'investissements en équipements et à faire correspondre l'offre de formations aux besoins des entreprises [...] »⁽¹⁵⁾ On ne saurait être plus clair ! L'argent investi dans ces Centres ne l'est pas dans les écoles. Les élèves qui y passent des journées entières... loupent fréquemment des cours généraux. Avec la bénédiction d'un système qui ne voit plus en nos élèves que de la chair à patrons.

CPU, CEFA et autres CTA sont constamment présentés comme autant de formes de revalorisation du qualifiant. Nous nous insurgons contre cette escroquerie. Avec notre projet d'Ecole commune générale et polytechnique⁽¹⁶⁾, c'est bien nous qui valorisons réellement le travail pratique et les « intelligences de la main », et pas eux, qui ne les mettent en avant que pour assouvir la demande de main-d'œuvre exploitable et pour justifier la hiérarchie sociale par la sélection scolaire. Rappelons ce que nous entendons par formation polytechnique, organisée dans des ateliers scolaires et du travail productif à l'école, dès le début de la scolarisation :

- elle éclaire les influences entre les évolutions techniques et les changements sociaux, économiques et culturels ;
- elle informe et sensibilise les jeunes par rapport aux dangers potentiels de certaines technologies;
- elle développe la capacité de comprendre et l'art de concevoir des techniques nouvelles ;
- elle devra faire participer les jeunes à des pratiques de production.

L'enjeu, pour nous, est bien d'apporter une compréhension à la fois théorique et pratique de la production dans son ensemble et ainsi de contribuer à l'intelligence de la vie sociale.

Enfin, nous nous en voudrions de ne pas les évoquer dans ce bilan : les compétences ! Les impératifs du marché du travail s'imposent aussi aux contenus enseignés dans les cours généraux. On néglige les savoirs au profit de vagues « compétences transversales ». Au cours de cette législature, l'approche par compétences n'a guère été remise en cause. Ou alors la complexité des programmes qui en avaient



découlé. Mais si les simplifier consiste à les articuler autour des huit compétences-clés de l'Union européenne, c'est qu'on modifie le dispositif pour mieux poursuivre dans le même sens.



« Struggle for life » : une percée idéologique

Si les patrons et propriétaires d'entreprises peuvent de plus en plus s'offrir les services non rémunérés (ou si peu) de cohortes de jeunes en formation, s'ils peuvent de plus en plus infléchir les contenus de formation dans le sens de leurs desiderata, autant d'avantages matériels évidents, l'adaptation de l'enseignement à leurs attentes est aussi une formidable machine à aliéner les citoyens en herbe que sont les élèves. Elle les acclimate à un « modèle » de société que nous savons intolérable. Nous, nous les voudrions libres, solidaires et critiques. Eux, ils leur inculquent la soumission à un ordre injuste. En effet, à travers les stages, les visites d'entreprises, les mini-entreprises, etc., c'est le discours entrepreneurial qui est déversé à forte dose dans leur cerveau (et celui de leurs professeurs). Concurrence de tous contre tous, esprit d'entreprise, flexibilité, adaptabilité... Et atomisation des individus. Chacun-e pour soi (et que le plus fort gagne). Le collectif est nié, la solidarité victime d'un travail de sape permanent. L'irruption des plans individualisés d'apprentissage (PIA), réaffirmée dans la dernière mouture du premier degré secondaire, est particulièrement révélatrice de cet air du temps. Chacun-e est désormais responsable de son cursus scolaire, de sa formation, « tout au long de la vie ».

Sous les prétextes mensongers d'un socialisme d'opérette (qui renonce à toute politique d'emploi et prétend faire du social en adaptant l'école pour lutter contre le chômage, comme si c'était la formation qui créait l'emploi !) ou d'un pseudo-humanisme (qui prétend adapter l'offre d'enseignement à la diversité des enfants, comme s'il n'y avait pas une étroite corrélation entre les filières et le niveau socioéconomique des enfants, et comme si tous les métiers menaient à des destins sociaux égaux), chacun-e se voit « offrir » de multiples formules de formation, presque du sur-mesure. S'il/elle échoue à se trouver un emploi et à le garder, c'est vraiment qu'il/elle est de mauvaise volonté. La culpabilité d'une société incapable de fournir de l'emploi de qualité à l'ensemble de sa population active est ainsi reportée sur les laissés-pour-compte !

A entendre les discours électoraux des familles politiques traditionnelles, le doute n'est pas permis : cette offensive idéologique va se poursuivre. Elle prépare le terrain en vue de nouvelles attaques contre les conquêtes sociales des générations qui nous ont précédés (pression à la baisse sur les salaires, dégressivité des allocations de chômage, exclusions, recul de l'âge de la pension, etc.). Nous continuerons de la combattre.

Aucun des partis de la coalition « Olivier » (PS, CDH et Ecolo) ne prône la rupture avec le capitalisme. Est-il besoin de le préciser : il en va de même pour MR et FDF, dans l'opposition.

2) Ph. Schmetz, Attention, fruits amers !, <http://www.skolo.org/spip.php?article1074>

3) Et cette étude de l'UNICEF qui faisait de la Belgique la championne du monde de la reproduction des inégalités dans les systèmes scolaires (du moins des pays industrialisés).

4) Dans une interview du Soir du 5 février 2014, elle réagit à notre appel à refonder l'école.

5) Les formations se font dans le cadre de l'IFC, les remplacements d'enseignants en formation avec le pot global de remplacement...

6) N. Hirtt, La preuve par STAR, disponible sur le site : <http://www.skolo.org/spip.php?article89>

7) Voir notre programme « Vers l'École commune »

8) N. Hirtt, PISA : France et Belgique, champions de l'inégalité, L'École démocratique 57, disponible sur le site : <http://www.skolo.org/spip.php?article1656>

9) Pour ce paragraphe, nous nous référons aux communiqués de la FEF et l'excellent article de Renaud Maes, Université d'excellence, université de classe, dans la revue Ensemble! n°80, octobre 2013 (www.ensemble.be)

10) La réaction néolibérale sévit maintenant depuis 35 longues années !

11) Comme sur les autres services publics, les salaires et autres allocations sociales...

12) Depuis le début de la « crise » financière actuelle, le nombre de milliardaires a augmenté... et leur richesse cumulée aussi.

13) Pour une description actualisée de la marchandisation de l'enseignement, nous vous renvoyons à un dossier récent : N. Hirtt, Eduquer et former, sous la dictature du marché du travail, ED n°55, septembre 2013, disponible sur le site : <http://www.skolo.org/spip.php?article1631>

14) Pas évident d'absorber toutes les demandes de stages qui en découlent, ni de prendre en charge un jeune inexpérimenté tout en exigeant de lui une rentabilité immédiate...

15) Site officiel [enseignement.be](http://www.enseignement.be), consulté le 1er/05/14.

16) N. Hirtt, Pas d'école démocratique sans instruction polytechnique, ED n° 47, disponible sur le site : <http://www.skolo.org/spip.php?article1401>





APPEL POUR
UNE ÉCOLE
DÉMOCRATIQUE

**Bruxelles: pas d'écoles
démocratique sans
école pour tous!**

par Claire Moreaux - APED Bxl

4



La question alarmante de la pénurie de places dans les écoles bruxelloises est un des enjeux majeurs de la prochaine législature. Notre régionale bruxelloise fait le point.

Depuis 1996, la population bruxelloise est en croissance constante et nous sommes aujourd'hui dans une situation que l'on peut qualifier de boom démographique⁽¹⁾. Ceci s'expliquerait par un nombre important de naissances dans la population bruxelloise et par un accroissement de l'immigration internationale, très diversifiée⁽²⁾. La croissance constante de la population bruxelloise s'accompagne logiquement d'une hausse régulière de la population en âge d'être scolarisée. En l'espace de 18 ans, la tranche d'âge des 3-19 ans est passée de 183.000 à 236.000 élèves^(a).

Cette situation régionale globale dissimule d'importantes variations d'une commune à l'autre. Les communes du croissant pauvre comme par exemple Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean présentent une population au taux de croissance très élevé, alors que les populations de Woluwé Saint-Pierre et Uccle croissent plus faiblement^(b).

C'est dans ce terreau démographique particulier que se pose la question actuelle de la pénurie de places dans les écoles bruxelloises. Alors que l'offre scolaire de la région semblait jusqu'il y a quelques années s'adapter valablement au boom démographique, la pression du nombre d'élèves commence à se ressentir dans les écoles et l'inquiétude d'un manque de places dans un futur proche grandit. La situation est encore compliquée du fait qu'aux jeunes bruxellois s'ajoute un nombre important d'élèves non-bruxellois scolarisés à Bruxelles, venant essentiellement de Flandre. Cette population supplémentaire à prendre

en compte est de l'ordre de 16% et est particulièrement importante dans le secondaire^(c).

A l'heure actuelle, les écoles de certaines communes sont déjà complètes voire saturées. On ne pourrait matériellement pas y ajouter d'élèves. Ces écoles ont vu leur population fortement augmenter et elles se sont adaptées en modifiant parfois considérablement leur organisation. C'est le cas notamment à Anderlecht qui déclarait ses écoles maternelles et primaires saturées dès 2009⁽⁴⁾. Certaines modifications importantes apparaissent comme préjudiciables à un enseignement de qualité, comme l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la suroccupation des infrastructures annexes à l'enseignement (préaux, cours de récréation, réfectoires, couloirs, bibliothèques).

Etant donné la dynamique démographique, la pression actuelle se porte plus de façon générale sur les écoles maternelles et primaires, mais d'ici quelques années, la pression se déplacera évidemment vers le couple écoles primaires – écoles secondaires.

Les prédictions concernant l'augmentation de la population scolaire, établies il y a quelques années⁽⁴⁾, annonçaient pour l'année prochaine (2015) un ajout de 22.700 élèves au système actuel et pour l'année 2020 un ajout supplémentaire de 19.800 élèves (soit de l'ordre de 42.000 élèves en tout). « Les chiffres de création d'écoles peuvent donner le vertige : d'ici 2015, tous niveaux confondus, ce n'est pas moins de 79 écoles qui devraient être ouvertes sur le seul territoire de la région de Bruxelles-Capitale. Il en faudrait 34 dans le maternel (de 200 places), 39 dans le primaire (de 300 places) et 6 grandes écoles dans le secondaire (de 700 à 1000 places) »⁽⁴⁾. On est pour le moment loin du compte. Les scénarios d'ouverture d'écoles pour 2020 seront établis plus tard, en fonction de ce qui aura été effectué d'ici 2015 et de comment la population scolaire se sera répartie dans les nouvelles écoles. A ce moment-là, on pourra également envisager la période post-2020.

Les premières réponses

Face à cette situation alarmante, établie depuis au moins une dizaine d'années grâce aux tendances visibles des chiffres de population, les politiques dans leur ensemble semblent avoir réagi tardivement. Des initiatives ont été prises assez tôt dans certaines communes pour tenter de prévenir les effets du boom démographique, comme à



Bruxelles ou à Molenbeek^(d), mais des plans d'actions globaux n'ont vu le jour qu'en 2010, au moment où la principale étude à caractère prédictif a été publiée⁽⁴⁾.

La Région bruxelloise a mis en place le plan « écoles », qui a permis d'ouvrir, par diverses mesures, plus de 3800 places pour les rentrées 2012 et 2013. La Région n'a plus pu s'atteler elle-même directement au dossier par la suite, parce que la Région flamande a introduit un recours à la cour constitutionnelle, qui a été validé, arguant que la Région bruxelloise n'était pas compétente en matière d'enseignement. En parallèle, les Communautés française et flamande (avec la VGC) ont mis des plans en place, qui prévoyaient respectivement plus de 5500 et 4500 places d'ici 2017. Le SeGEC^(e) pour sa part prévoyait l'ouverture de 2300 nouvelles places d'ici 2015.

Mais la finalisation des travaux dans le cadre des divers plans n'étant pas prévue pour tout de suite, un plan d'urgence de la Communauté française a vu le jour cette année, qui implique la participation des réseaux officiels et libres et recouvre en partie les plans précités. Il prévoit un investissement de 55 millions d'euros pour l'aide à l'ouverture rapide de places dans toute la Communauté française. Exceptionnellement, les subventions et aides diverses font l'impasse sur les législations en matière de financement des bâtiments scolaires. Les projets de construction du réseau libre et de l'enseignement communal et provincial vont en effet être financés intégralement par les pouvoirs publics, en contradiction avec la lettre et l'esprit du pacte scolaire de 1959. Cela a naturellement fait fort réagir les tenants d'un réseau unique public. Selon les derniers chiffres, plus de 9000 places seront créées à Bruxelles d'ici 2 ans dans le cadre de ce plan. Par ailleurs, un monitoring précis des besoins, basé sur les chiffres actualisés de la population scolaire et des places effectivement disponibles, a été établi par la DGEO^(f) pour le ministère de l'enseignement de la Communauté française fin 2013.

Si l'on se fie à ce monitoring et aux places qui seront créées rapidement, il apparaît qu'on devrait pouvoir rencontrer la demande en places pour l'année scolaire prochaine. Par contre, rien ne garantit actuellement que la demande soit rencontrée pour les années qui suivent. Même s'il est assez difficile de s'y retrouver dans tous les chiffres des plans en cours, il est clair que, mathématiquement, il n'y a pas assez de places en projet pour couvrir l'accroissement prévu de la population scolaire dans les prochaines années. En outre, même si l'on parvient à ouvrir suffisamment de places pour tous les élèves pour l'année prochaine et les années qui suivent, on ne peut pas assurer que ces places seront de qualité. Nous ne parlons pas ici de bonnes ou de mauvaises écoles au sens où on

l'entend habituellement, mais simplement des aspects précédemment abordés d'espace scolaire et d'infrastructures suffisantes pour garantir un enseignement de qualité.

Les conséquences

Nous l'avons dit, la première conséquence évidente et dramatique de la pénurie de places est simplement le fait qu'un nombre croissant d'élèves occupent des places de faible qualité, dans des écoles saturées. Si le problème ne se résout pas, l'étape suivante sera l'apparition d'enfants qui ne trouvent pas de place du tout.

Les enfants issus des familles les plus pauvres de la région sont les plus représentés dans l'actuel boom démographique. Ce sont eux qui se retrouvent aujourd'hui en majorité dans les écoles saturées des zones à la croissance la plus forte. Ce sont donc les enfants qui souffrent déjà le plus dans notre système actuel, qui joue extrêmement mal son rôle d'ascenseur social, qui subissent de plein fouet la pénurie et la dégradation des conditions d'enseignement. L'évolution de la situation, qu'il faut vraiment voir comme dynamique, dépendra donc fortement du lieu de construction des nouvelles écoles à Bruxelles. Mais on peut déjà poser certains éléments de réflexion.

En ce qui concerne le maternel, qui est sous pression depuis déjà plusieurs années et qui n'a pas un système de régulation coordonné au niveau régional, on constate que l'accès n'est plus garanti de façon équitable et que les familles défavorisées disposent de moins d'outils pour accéder à des places de qualité. *« L'ensemble des conditions d'accès présuppose à la fois un accès à l'information, une capacité d'anticipation et de planification, et une stabilité de situation familiale et de domicile. En effet tout se joue l'année qui précède l'entrée à l'école. Ces caractéristiques se trouvent plus souvent réunies dans les familles de classe moyenne et supérieure, les familles familiarisées avec le système éducatif et les administrations, celles qui parlent le français ou le néerlandais, celles qui maîtrisent leur mobilité. Tous les ingrédients d'un accès et d'une utilisation non équitable de l'école maternelle à Bruxelles sont ainsi réunis. »*⁽⁵⁾.

Cette tendance à voir les plus pauvres souffrir fortement dans un système en tension est probablement extrapolable au primaire, dont l'organisation est aussi morcelée dans la région. En ce qui concerne le secondaire, pour lequel il existe une certaine régulation à



l'échelle de la région, nous craignons que quels que soient les systèmes qui seront mis en place dans les années à venir, les effets soient du même ordre, compte-tenu de la forte dualisation du système scolaire en Belgique. Ceci devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie. En substance, ce sont les familles déjà les plus pénalisées à Bruxelles qui pourraient voir leur situation se dégrader progressivement encore plus. L'enjeu est donc, à terme, le creusement du fossé entre classes sociales favorisées et défavorisées.

Au-delà de cette question majeure de l'accentuation des écarts sociaux à Bruxelles, d'autres questions inquiétantes liées à la pénurie peuvent être mises en évidence. Par exemple, dans notre système d'enseignement caractérisé par un marché scolaire important, un manque de places pourrait entraîner une augmentation des projets d'écoles non-subsidées. Plus d'initiatives singulières ciblant des publics particuliers pourraient voir le jour, et le morcellement de notre enseignement et sa disparité augmenteraient encore.

Fondamentalement, on peut aussi enfin s'interroger sur le sens profond d'un modèle de société qui ne prioriserait plus l'école, où l'école ne serait de fait plus obligatoire. Un tel modèle accepterait de condamner un grand nombre de citoyens, dès le plus jeune âge, à une position forcément subalterne dans la société, voire à pas de position du tout. Un tel modèle entraînerait une augmentation du nombre de personnes désocialisées, en rupture avec le reste de la société. Un tel modèle devrait gérer les suites de tels choix au niveau des politiques liées à l'aide sociale, au chômage, au système judiciaire, etc.

Les freins les plus évidents

Il apparaît assez incroyable que Bruxelles, capitale européenne, appartenant à un des pays les plus développés de la planète, se retrouve dans cette situation de pénurie de places, se retrouve à ne plus pouvoir mettre ses enfants à l'école. Il existe de fait des freins typiquement belges qui empêchent de résoudre des questions aussi cruciales que l'accès de tous à l'enseignement.

Les nombreux acteurs de l'organisation de l'enseignement belge qui se retrouvent à Bruxelles et le quasi-marché scolaire constituent des freins majeurs (les différents réseaux et pouvoirs organisateurs issus des deux communautés, les offres générales, techniques et professionnelles et la différenciation des « projets pédagogiques »). La démultiplication des inté-

rêts pose évidemment des problèmes en matière de coordination au sens large. C'est aussi ça qui empêche de résoudre les autres problèmes de l'enseignement en Belgique, en particulier sa profonde inégalité au niveau des apprentissages entre publics socialement favorisés et défavorisés⁽⁶⁾.

Comme souvent en Belgique, le dossier communautaire s'invite également à la table de résolution du problème de la pénurie. Le recours de la Région flamande contre le Plan « écoles » bruxellois est un signal d'alerte. Les mesures de restriction d'accès des enfants francophones dans les écoles organisées par la Communauté flamande à Bruxelles en constituent un autre.

Les autorisations de construire de nouvelles écoles, les délais de délivrance des permis d'urbanisme et les normes de construction liées à l'environnement constituent également un frein important. A ce sujet, le parlement bruxellois vient tout juste de valider une mesure de simplification de l'octroi de permis d'urbanisme, qui implique notamment une diminution considérable des délais liés au rapport d'incidence à effectuer dans le cadre d'un projet de construction.

Pour finir, il faut souligner que s'il y a de nombreux terrains disponibles pour la construction d'écoles dans la région^(7,8), ceux-ci ne sont pas forcément en grand nombre dans toutes les communes sous tension.

Les propositions

Avant toute chose, il faut évidemment construire de nouvelles écoles, afin d'ouvrir de nouvelles places pour les élèves qui arrivent et d'alléger nos infrastructures actuelles en saturation. Un cadastre des lieux disponibles pour la construction de ces écoles, en relation avec les besoins particuliers des zones les plus sous tension démographique, a été récemment établi^(7,8). Il faut l'utiliser pour s'assurer qu'on construit des écoles là où le besoin s'en fait le plus sentir. En particulier, il faut s'assurer que les enfants disposent d'écoles maternelles et primaires près de chez eux, que les parents et les jeunes enfants ne doivent pas parcourir de longue distance pour aller de leur domicile à l'école. Les écoles secondaires peuvent être plus éloignées.

Il faut absolument garder une vision globale des plans en cours afin de s'assurer notamment, comme expliqué ci-dessus, que des écoles soient construites



partout, dans des délais raisonnables. Si la Région ne dispose pas de la compétence de financement des bâtiments scolaires, elle possède bien celle de l'aménagement du territoire. La politique de développement des infrastructures doit être coordonnée à l'échelle de la Région. Ce sera normalement le travail du « facilitateur école » en cours de recrutement. De façon plus globale, il convient sans doute de réfléchir à comment intégrer plus encore les spécificités de l'enseignement bruxellois dans une structure de coordination efficace, incluant notamment des contacts étroits entre l'enseignement francophone et l'enseignement néerlandophone.

Qui dit classes supplémentaires, dit aussi nécessité de personnel supplémentaire. Pour de nombreux postes, les travailleurs disponibles ne manquent pas à Bruxelles, mais pour ce qui est des professeurs, on est également face à une pénurie. Le manque de places doit être pris en compte par les politiques qui sont amenés à statuer sur le dossier de la formation des enseignants, mais également sur celui de l'attractivité de la profession d'enseignant au sens large. Il faut également bien sûr s'assurer qu'il n'y a pas de discrimination à l'embauche.

En ce qui concerne la construction de nouvelles écoles et l'extension d'écoles actuelles, il faut gérer l'urgence et le long terme. Il faut faire preuve de réalisme, tout en gardant un œil sur l'avenir, en décidant de ce que l'on voudrait avoir dans l'idéal comme infrastructures scolaires en dur à Bruxelles, de qualité, dans 10 ou 15 ans.

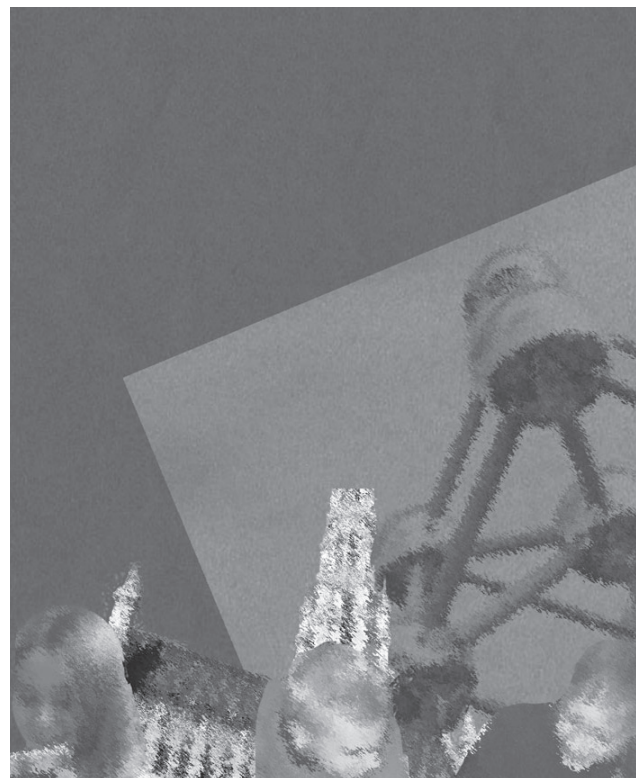
Par ailleurs, si l'on se réfère aux freins au centre du débat dans ce dossier, on ne peut s'empêcher de penser qu'une révision en profondeur de notre système scolaire, par trop morcelé et inégalitaire, est nécessaire. La situation alarmante dans laquelle nous nous trouvons doit être traitée avec le réalisme de l'urgence mais doit également être l'occasion de se poser les bonnes questions sur certaines irrationalités de notre système. C'est pourquoi nous tenons à rappeler ici nos propositions de fusion des réseaux, de régulation des inscriptions dès le maternel, coordonnée à l'échelle de la Région, et de tronc commun général et polytechnique jusqu'à 16 ans, organisé physiquement dans des écoles séparées des écoles à options du troisième degré.

Il est clair que tant la mise en place de solutions d'urgence que la refondation de notre système scolaire nécessitent des investissements financiers importants. Nous estimons que ces investissements sont prioritaires. Ils constituent un vrai choix politique, en vue d'une société égalitaire qui donne à tous les jeunes la possibilité de se construire dans les meilleures conditions.

Pour conclure, il n'y a pas d'école démocratique sans école pour tous, pas d'école démocratique sans places de qualité pour tous !

Sources

- 1) : DGSIE (Direction générale Statistique et Information économique, niveau fédéral), relié à Eurostat (niveau européen) et IBSA (niveau bruxellois).
> <http://statbel.fgov.be/fr/staistat/organisation/dgsie/>
> <http://www.ibsa.irisnet.be/> (pour les chiffres par communes)
- 2) : De Villers (2012). Pénurie de places dans les écoles bruxelloises. Quelques causes et effets. Les analyses de la FAPEO.
- 3) : Wayens, B., Janssens, R., Vaesen, J. (2013). Note de synthèse BSI : l'enseignement à Bruxelles : une gestion de crise complexe. Brussel Studies, 70.
- 4) : Dehaibe, X. (2010). Les cahiers de l'IBSA n°2 : impact de l'essor démographique sur la population scolaire en Région de Bruxelles-Capitale.
- 5) : Humblet, P. (2010). Accès pour tous à l'école maternelle dans la région de Bruxelles-Capitale. Effet de la croissance démographique récente sur l'entrée à l'école maternelle. Rapport de l'observatoire de l'Enfant.
- 6) : voir notamment les résultats des enquêtes PISA consultables sur <http://www.oecd.org/pisa/aboutpisa/> et l'analyse récente de l'APED publiée dans le dernier L'école démocratique, n°57, février 2014
- 7) : ADT (Agence de Développement Territorial de la Région de Bruxelles-Capitale) (2012). Note d'orientation pour la programmation d'établissements scolaires dans les secteurs fondamental et secondaire.
- 8) : Collectif de recherche URBA 11, pour l'ADT (2013). Cadastre des terrains et/ou bâtiments mobilisables pour la réalisation d'équipements scolaires de la région de Bruxelles-Capitale. Rapport de synthèse.
 - a) Précisément de 182.938 (1996) à 235.791 élèves (2013)1
 - b) Anderlecht et Molenbeek 29 et 32% depuis 2000, Woluwé Saint-Pierre et Uccle 7 et 8% depuis 20001
 - c) 10% dans le maternel, 14% dans le primaire et 22% dans le secondaire (respectivement 8%, 12% et 19% résidant en Flandre)3
 - d) A Molenbeek, de l'ordre de 800 places d'écoles ont été créées dans le fondamental avant l'application du plan « écoles » de la région bruxelloise
 - e) Secrétariat général de l'enseignement catholique
 - f) Direction générale de l'enseignement obligatoire





La même sérénade qu'en 2009. En pire!

par Philippe Schmetz

5



Ecoutez-les, sous les balcons de nos écoles, entonner les mêmes sérénades qu'en 2009 : l'éducation est la priorité des priorités, c'est « le domaine où il faut agir de suite », on va « offrir la confiance aux enseignants », « lutter contre l'échec scolaire ». Alors, simple effervescence électorale ? Non, c'est pire que ça ! L'oreille attentive aura perçu que leurs discours prennent de plus en plus ouvertement les accents du « *struggle for life* ». A l'exact opposé de l'école et de la société démocratiques que nous voulons. Et le contexte dans lequel la prochaine législature s'installera n'annonce pas vraiment une ère de progrès social.

Quand on lit les programmes « éducation » des partis de la majorité sortante (PS, cdH, Ecolo), on se dit que ces trois-là semblent prêts à rempiler ensemble. Malgré les tensions, ils partagent un nombre suffisant de convergences⁽¹⁾.



Certaines propositions vont dans le bon sens, mais...

Des propositions séduisantes, il y en a, sans la moindre ambiguïté. En vrac : améliorer l'alimentation à l'école, voire même offrir les repas gratuits à la maternelle et dans le primaire ; engager 1000 enseignants pour la remédiation ; offrir des garderies et des études dirigées gratuites ; ouvrir d'ici 2020 des dizaines de milliers de places supplémentaires dans les écoles ; abaisser l'âge de l'obligation scolaire ; rénover les bâtiments scolaires, avec un souci d'économie d'énergie... Mais nous po-

sons les mêmes questions qu'en 2009 : qu'est-ce que les partis sont prêts à faire pour mobiliser les moyens budgétaires nécessaires ? D'autant que ces propositions, pour intéressantes qu'elles soient, restent bien trop modestes en regard des immenses besoins de démocratisation de l'enseignement.



Un seul prisme : le capital humain au service d'une hypothétique relance économique

Le doute n'est pas permis : notre Communauté est engagée dans la même guerre économique mondiale que toutes les autres. Et les pouvoirs politiques et économiques sont en ordre de bataille pour instrumentaliser plus encore l'école à cette seule fin. Tronc commun pluridisciplinaire jusqu'à 14-15 ans, lutte contre l'échec scolaire, bassins scolaires (ou économiques), généralisation de l'alternance, compétences de base : les leitmotifs de leur campagne en matière d'enseignement seront, objectivement, autant de réalisations du rêve patronal. Même s'il subsiste un discours écran pseudo-progressiste, « social, humaniste et durable », chaque individu est désormais considéré comme un numéro, un « capital humain » à constituer d'abord (via l'instruction publique et la formation tout au long de la vie), pour mieux l'exploiter ensuite (pour ça, les partis de gouvernement font confiance à l'expertise des entrepreneurs privés). A l'exact opposé de l'école et de la société démocratiques que nous voulons⁽²⁾ !

Ils parlent de « lutte contre l'échec scolaire » ? Et si c'était, en fait, un plan d'économie ? Ainsi, sur la Première⁽³⁾, Paul Margette, président ff du premier parti de la CF, justifiait cette priorité de manière très crue : remettre à niveau la formation des personnes sorties sans diplôme coûte trois fois plus cher ! A ses yeux donc, l'enjeu n'est pas social, mais économique. Il regrette un gaspillage, une déperdition de capital humain dans le système scolaire, mais pas le déni de démocratie que constitue, par exemple, la reproduction des inégalités sociales à travers ce même système, ou bien le fait qu'une majorité de jeunes quittent l'école diplômés certes, mais pas du tout animés du sens de la solidarité et armés d'un esprit critique salutaire.

Cette logique sordide ne sort pas du néant : prolongement de la DPC de 2009, elle s'inscrit dans le droit fil du Plan Marshall 2022, où la coalition Olivier se donne comme objectifs prioritaires « une éducation et une formation de qualité orientées vers l'emploi, le



développement personnel et collectif », au service d'une « économie compétitive au cœur de la troisième révolution industrielle dont la transition énergétique »⁽⁴⁾. Le champion de cette « vision » est sans conteste le ministre-président sortant, Rudy Demotte, qui appelle de ses vœux une école « plus fine dans ses réponses aux besoins dans les bassins économiques »⁽⁵⁾ et qui se gargarise de sa trouvaille de campagne, le triple EEE : Enseignement (formation), Emploi, Economie.

Toujours la même rengaine : investir dans l'éducation et le formation, dans le capital humain, pour rendre notre économie plus compétitive. Sauf que, dans le même temps, tous nos voisins font la même chose. Sauf que, quand on ne fait plus que ça, les autres objectifs de l'éducation passent par dessus bord. Sauf que, plus il en va ainsi et plus les travailleurs se feront exploiter jusqu'au trognon, sans avoir reçu les armes du savoir pour se défendre collectivement ...

La contradiction du discours dominant atteint un sommet dans la volonté de généraliser l'enseignement en alternance. A notre connaissance, cette pratique, vieille de plus de 30 ans, en voie d'extension, n'a jamais fait l'objet d'une authentique évaluation. Si nous pouvons aisément croire qu'elle intéresse bon nombre d'entreprises – « chair à patron, fraîche et pas chère ! », qu'elle représente une économie pour le budget de l'enseignement, nous refusons de croire qu'elle est un facteur d'émancipation des jeunes et que leur formation générale et polytechnique y est assurée⁽⁶⁾ !

Un corset budgétaire qui condamne toute politique ambitieuse

L'enseignement était déjà soumis à la diète depuis le tournant le début des années '80. Depuis la crise financière de 2007, dont la population n'est en rien responsable, le gouvernement fédéral et les entités fédérées remettent couche d'austérité sur couche d'austérité. Et ce n'est qu'un début : ils ont voté récemment un traité européen qui cadenasse les politiques budgétaires des Etats membres. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG) limite le déficit structurel autorisé à 0,5% du PIB et la dette de l'Etat à 60% du PIB⁽⁷⁾.

Autre épée de Damoclès budgétaire qui nous pend au-dessus de la tête : de manière graduelle, la réforme de la loi de financement, conséquence de la dernière réforme de l'Etat, va donner aux Régions et Communautés une plus grande autonomie financière. Pas sûr

du tout que ce ne soit pas un cadeau empoisonné pour les Régions les plus pauvres de Belgique !

Il n'y a là aucune fatalité : il s'agit bien de choix politiques. Rien n'indique dans le chef des partis traditionnels une volonté de rupture. Ils continueront, « à regret » bien sûr, de nous dire qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

La pauvreté continuera de s'étendre

Les politiques d'austérité font des dégâts. Les dernières années ont vu le nombre de personnes vivant dans la pauvreté augmenter, et leurs conditions de (sur)vie se dégrader. Même dans la classe moyenne, la vie se durcit (peur de perdre son emploi, de basculer à son tour, stress au travail). La souffrance sociale des enfants et de leurs familles ne reste pas au vestiaire de l'école. On connaît l'impact des « déterminants sociaux » sur la scolarité des enfants. Il n'y a dès lors aucune raison d'espérer une éclaircie dans l'enseignement tant que les pouvoirs établis poursuivent leur fuite en avant « austéritaire ».

Une seule solution : précipiter la fin de l'ère néolibérale

Il y a vraiment très peu d'espoir de voir l'une ou l'autre coalition qui sortira des négociations prête à s'atteler à refonder l'école dans le sens que nous voulons. Mais l'histoire n'est pas définitivement écrite. Il nous faudra continuer de travailler prioritairement à modifier les rapports de force (n'entretenez aucune illusion : les privilégiés s'accrocheront à leurs privilèges). Pour bâtir une société « dont la liberté, la justice, la fraternité et le travail désaliéné seront les fondements, une société d'où aura été bannie l'exploitation de l'homme par l'homme. »⁽⁸⁾. Un seul mot d'ordre : continuer de résister et entamer la reconquête. Nous pouvons le faire dans nos classes – privilégier un enseignement émancipateur -, dans nos établissements – résister à l'avancée de la marchandisation, mener un syndicalisme de combat, initier des alternatives progressistes -, mais aussi dans nos engagements associatifs et politiques (n'en déplaise à certains, l'émergence d'une gauche de gauche renforce le camp du progrès social). Nous ne rougirons pas de demander la lune, il nous la faut !





1) Si, au sortir des urnes, il n'est pas incontournable mathématiquement, le MR en fera sans doute les frais. Nous ne nous en plaindrons pas : son programme enseignement est indigent, conservateur et... libéral (il prône notamment la suppression pure et simple du décret Inscriptions).

2) Nous vous renvoyons aux nombreux articles et dossiers où nous exposons notre critique de la marchandisation de l'école, où nous définissons ce que nous entendons par école et société démocratiques.

3) Le 24 mars 2014, vers 7h45.

4) Plan Marshall 2022, http://www.wallonie.be/sites/wallonie/files/actualites/fichiers/pm2022_coeur_2eme_lecture_0.pdf

5) La Libre Belgique, 2 avril 2014

6) La misère des cours généraux dans le qualifiant de plein exercice était déjà un déni de démocratie. Avec l'alternance, on est allé plus loin encore dans la dégradation des conditions d'apprentissage.

7) Les Etats doivent inscrire cette « règle d'or » dans leur Constitution et mettre en place un mécanisme automatique de correction « qui ne sera pas soumis à la délibération parlementaire ». Bonjour la démocratie à l'européenne !

8) Célestin Freinet

APPEL POUR
UNE ÉCOLE
DÉMOCRATIQUE

APED

**Appel au débat
en vue
d'une refondation
de l'école**

6

Le 31 janvier 2014, l'Aped s'associait à une trentaine d'autres organisations, à des personnalités du monde académique et aux principaux syndicats enseignants afin d'appeler à un débat en vue d'une refondation de l'École. Les revendications de ce collectif rejoignent en effet très largement les propositions de réforme de notre association. Voici le texte de cet appel.



Les constats

Les indicateurs de l'enseignement ainsi que plusieurs études (FRB, PISA...) montrent à quel point les disparités sont importantes et socialement liées en Communauté française. Le quasi marché scolaire et les enjeux de sélection implicitement présents dans tout le système amènent une reproduction dramatique des inégalités sociales qui se transforment en inégalités scolaires. C'est pour l'enseignement spécialisé et le premier degré différencié que l'indice socioéconomique moyen des élèves est le plus faible. Cela révèle une corrélation entre l'échec scolaire et l'appartenance à un milieu défavorisé.

Dans la suite des parcours scolaires, la hiérarchisation sociale des filières oriente les élèves les plus faibles économiquement et scolairement vers l'enseignement qualifiant. Beaucoup de jeunes formés à un métier ne sont donc pas ceux qui le veulent, mais ceux que le système a conduits là par défaut.

De façon générale, le taux de redoublement est dramatique dans notre Communauté. Plus d'un élève





sur deux termine sa scolarité avec au moins une année de retard, et cela sans tenir compte des 20% qui décrochent avant la fin du secondaire.?

Du point de vue du contenu des apprentissages, l'école ne pratique que trop rarement le questionnement démocratique en son sein. Les savoirs enseignés ne sont pas suffisamment mis en lien avec les enjeux de société ; ils n'outillent pas tous les élèves pour penser le monde dans lequel ils vivent.?

Ces quelques constats révèlent que, malgré les nombreuses réformes visant à opérationnaliser les missions de l'École, notre enseignement n'arrive pas à se rapprocher de ses objectifs.

Face à de telles difficultés, il faut empoigner le taureau par les cornes. Mais le taureau est imposant, il ne changera sa course que soumis à une force massive, constante et durable. Cette force ne peut être obtenue que par une réelle volonté de la part de ses représentants politiques et une adhésion des acteurs.

Nos revendications

Dans la perspective des élections de mai 2014, les signataires de cet appel demandent aux hommes ou femmes politiques d'affirmer leur volonté d'ouvrir le débat en vue d'une refondation de l'École pour répondre aux défis de notre société. Pour ce faire, nous demandons au prochain gouvernement d'arrêter la course aux réformes et d'avoir le courage :

✓ d'analyser la situation de l'enseignement en CF avec toutes ses composantes, d'évaluer objectivement ce qui a été fait et d'identifier les freins aux changements;

✓ de débattre avec les acteurs en levant les tabous qui empêchent toute évolution globale du système :

- le quasi marché scolaire,
- la complexité du système en particulier du fait des réseaux,
- l'articulation des différents niveaux scolaires,
- la hiérarchisation des filières,
- les modes d'évaluation des élèves, des professionnels et du système,
- le temps scolaire des enseignants et des élèves ;

✓ de proposer un projet global concerté et cohérent pour l'enseignement obligatoire et la formation des enseignants ;

✓ de planifier la mise en œuvre de ce projet sur deux législatures au moins et d'en assurer la pérennité.

Les signataires

Des associations

AMO : Agora Jeunes, CIAC, COLOR'ADOS, La Chaloupe, Plan J, SOS Jeunes Quartier Libre
 Aped - Jean-Pierre Kerckhofs
 ATD Quart monde - Herman Van Breen?Badje - Séverine Acerbis
 CEDD - Véronique Marissal
 CGé - Anne Chevalier
 CODE - Frédérique Van Houcke
 Collectif Alpha - Olivier Balzat
 Culture et Démocratie - Christelle Brüll
 DEI-Belgique - Benoît Van Keirsbilc
 DGDE - Bernard De Vos
 FFEDD - Stéphanie Demoulin
 FIPE - Corinne Dal Cero
 FAPEO - Maurice Decuyper
 HYPOTHÈSE - Sabine Daro
 Infor Jeunes Laeken - Chantal Massaer
 Inforautisme - Cinzia Agoni-Tolfo
 La Ligue de l'enseignement - Patrick Hullebroeck
 La Ligue des familles - Delphine Chabbert
 Ligue des Droits de l'Enfant - Jean-Pierre Coenen
 La Ligue des Droits de l'Homme - Laurent Dumoulin
 Lire et Écrire - Sylvie Pinchart
 MOC - Christian Kunsch
 PAC - Yannick Zamsun
 Réseau IDée - Joëlle Van Den Berg
 RWLP - Christine Mahy
 Seuil SAS - Catherine Otte
 UNICEF - Belgique - Yves Willemot
 Vivre Ensemble - Isabelle Franck

Des académiques

Marcel Crahay - Professeur ULg et UGenève
 Bernard Delvaux - Chercheur UCL
 Marc Demeuse - Professeur UMONS?Vincent Dupriez - Professeur UCL
 Benoît Galand - Professeur UCL
 Dominique Lafontaine - Professeur ULg et responsable PISA Belgique francophone

Des syndicats

CGSP Enseignement - Pascal Chardome
 CSC - Claude Rolin
 CSC Enseignement - Eugène Ernst
 FGTEB - Anne Demelenne
 SEL-SETCA - Joan Lismont



Flandre : point de vue de l'Aped/Ovds sur le masterplan du Gouvernement pour la réforme de l'enseignement secondaire

Le 4 juin 2013, les partis du gouvernement flamand sont péniblement parvenus à un accord sur un masterplan de réforme de l'enseignement secondaire. Nous exposons brièvement ci-dessous le point de vue de l'Aped/Ovds sur les aspects les plus importants de ce masterplan⁽¹⁾.

Quels objectifs un enseignement de qualité doit-il poursuivre ?

La démocratie au 21^{ème} siècle implique le droit de disposer de savoirs, compétences, attitudes et compréhension permettant de participer efficacement au débat social. Ceci afin de comprendre les grands défis actuels et de pouvoir contribuer aux solutions pour un monde plus juste et durable.

Par rapport aux jeunes lassés de l'école également, nous devons avoir le courage de continuer à faire appel au meilleur d'eux-mêmes et à les aider à acquérir une attitude positive vis-à-vis de l'école et de l'ap-

prentissage, et, de cette manière, à devenir acteurs de la vie en société.

Un enseignement démocratique au 21^e siècle signifie entre autres :

- une formation polyvalente : être initié aussi longtemps que possible à autant de domaines que possible plutôt qu'être précocement spécialisé ;
- apprendre le plus longtemps possible par la coopération en groupes hétérogènes au lieu d'opter le plus rapidement possible pour des trajectoires d'apprentissage individuelles ;
- enseigner en fonction de tous les domaines de l'activité humaine au lieu de le déterminer et limiter par des directives économiques ;
- une large formation commune et polytechnique pour tous les élèves, d'un niveau plus élevé que le set des huit « compétences clefs européennes » qui forment désormais « le substrat de la formation commune de tous les élèves ».

Aux yeux de l'Aped, une réforme de l'enseignement (secondaire) est nécessaire pour trois raisons⁽²⁾

Primo, de fortes inégalités sociales : le parcours scolaire est fortement dépendant de l'origine sociale d'un individu. Selon le dernier rapport (novembre 2010) du centre de recherches Innocenti de l'UNICEF, il ressort que la Belgique est le pays présentant les plus grandes inégalités dans l'enseignement. Selon une étude de l'OCDE⁽³⁾ de 2013 également, la Belgique reste dans le top 5 des pays où les différences de prestations scolaires selon l'origine sociale sont les plus grandes. Selon cette étude, l'inégalité sociale dans les prestations scolaires entre 2000 et 2009 a crû dans notre pays.

Secundo, de grosses lacunes chez beaucoup d'élèves en termes de connaissances indispensables pour devenir un citoyen impliqué et critique. Que penser quand nos jeunes ne semblent pas comprendre le concept d'énergies renouvelables, ne savent pas que la population noire américaine est issue de l'importation massive d'esclaves noirs, quand la majorité n'est pas capable d'interpréter un simple graphique ? (Enquête APED 2008)

Tertio, dans notre enseignement secondaire actuel, existe une scission très marquée entre travail intellectuel et manuel. Ceci produit beaucoup d'analpha-



bêtes technologiques. Durant leurs études, beaucoup d'élèves ne rentrent jamais en contact avec le monde de la production et du travail.

L'Aped en faveur de larges premier et deuxième degrés

Un parcours commun offrant des composantes de formation générale, polytechnique, corporelle et musicale autant que pratiques. L'Aped veut augmenter les savoirs socialement utiles et scientifiquement fondés chez tous les élèves. Une vraie formation générale doit enseigner les techniques les plus importantes de notre époque, tant de la vie de tous les jours que de la production. Nous plaçons donc pour une formation polytechnique pour tous, comprenant un volet théorique et un volet pratique, avec des ateliers de travail dans les écoles et des visites éducatives et stages d'apprentissage en entreprise. La spécialisation et la sélection précoces entravent cet objectif. L'Aped plaide pour une formation polyvalente de base de haut niveau d'une durée de 10 ans (de 6 à 16 ans).

Que dit le masterplan ?

Certains objectifs du masterplan sont dans la même lignée que les nôtres :

- Un choix d'école et d'études positif, basé sur la compréhension, les intérêts et les capacités de l'élève, et donc indépendant du statut socio-économique et socio-culturel (6) ;
- Les compétences terminales de la formation de base sont formulées de manière plus ambitieuse (8) ;
- Donner une place à part entière à la technique dans le parcours scolaire (14) ;
- Éviter au maximum le retard scolaire (17) ;
- Prévenir le départ précoce de l'école et diminuer les départs sans diplôme (19) ;

Mais dans toute cette réforme, on part de trajectoires scolaires individuelles et non d'une approche commune. On ne choisit pas de former tous les jeunes jusqu'à 16 ans le plus largement et complètement possible, mais au contraire d'arriver à des flux d'élèves distincts à un jeune âge.

Investir dans l'enseignement primaire pour rendre la réforme de l'enseignement secondaire efficace

Beaucoup d'enseignants sont sceptiques quant à la faisabilité d'un large premier degré. Aujourd'hui les élèves sortent de l'enseignement primaire avec des capacités très diverses. En Flandre, un élève sur cinq a au moins une année de retard scolaire à 12 ans. A Anvers, ce chiffre atteint même 1 sur 3. A Bruxelles (enseignements francophone et néerlandophone confondus), un sur deux.

Pour éviter un nivellement par le bas, la réforme doit démarrer par l'enseignement primaire. Les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre pour éviter au maximum le retard scolaire :

- petites classes : maximum 15 élèves en maternelle et dans les trois premières années primaires, jamais plus de 20 par la suite ;
- remédiation rapide et embauche de personnel spécialisé pour les élèves nécessitant une aide spécifique ;
- « école commune » avec activités après le temps scolaire, le mercredi après-midi, durant les w-e et les vacances ;
- casser les mécanismes de marché, de ségrégation sociale entre écoles.

C'est seulement sur cette base qu'il sera possible de pousser la grande majorité des élèves à obtenir à 12 ans le CEB. Le masterplan ne prévoit cependant aucun moyen supplémentaire pour l'enseignement primaire. Ceci hypothèque dès le départ la possibilité d'une quelconque réforme sérieuse de l'enseignement secondaire et risque même de la faire échouer.

La qualité s'améliore-t-elle avec un enseignement axé sur les compétences ?

Le masterplan indique que « tous les objectifs finaux et les objectifs transdisciplinaires sont groupés par compétences ». Aujourd'hui les objectifs finaux dans l'enseignement flamand sont définis comme connaissance et compréhension, capacités et attitudes. Ces vocables sont remplacés par celui de « compétences » : pouvoir utiliser le savoir pour exécuter des tâches définies. Les « compétences » sont importées de la vie de l'entreprise. Via la structure de qualification européenne, qui était destinée à intégrer des formations professionnelles, l'approche



par compétences s'imisce dans l'enseignement. La structure de qualification flamande est une copie de la European Qualifications framework (EQF) et imprègne tout l'enseignement, malgré la résistance de nombreux acteurs. Là où l'enseignement par compétences est introduit, les objectifs des programmes deviennent plus vagues et dilués et l'indispensable transmission de savoir diminue. L'évaluation permanente via la vérification toujours plus formelle des compétences acquises conduit à une augmentation intenable des tracasseries administratives.

Aurons-nous un large premier degré ?

Un large premier degré signifie pour l'Aped que les élèves (à l'exception des élèves qui ne peuvent fonctionner que dans l'enseignement spécialisé et d'un nombre limité d'élèves sans CEB) suivent une formation commune et polyvalente et ne sont pas encore répartis entre options hiérarchisées dans les deux premières années de l'enseignement secondaire. Dans le masterplan, rien de contraignant n'est fait selon ce principe. Il ne prévoit pas de règles ou de stimulants pour organiser le premier degré en collèges « autonomes ». Il y a pourtant certaines de ces écoles, comme les 65 écoles qui font partie du mouvement St.A.M, qui peuvent présenter de très bonnes expériences en termes de large premier degré. On ne parle pas beaucoup du report du choix d'études à 14 ans car l'élève doit déjà choisir une option de base en deuxième année. Les mesures portant sur le « large premier degré » et le « report du choix d'étude » sont très peu drastiques. Elles ne constituent globalement pas une régression, mais sont loin d'apporter le progrès espéré.

Que pouvons-nous attendre dans les deuxième et troisième degrés ?

Le masterplan introduit à partir du deuxième degré des orientations d'étude qui sont réparties en cinq domaines thématiques (langue et culture ; sciences et technique ; bien-être et société ; économie et organisation ; art et création) et selon trois finalités (général, orienté marché du travail et une combinaison des deux).

Le masterplan introduit le concept d'« écoles domaines ». Une école domaine introduit des orientations d'étude des trois finalités dans un domaine. Les

écoles domaines devraient être encouragées éventuellement avec des incitants à partir de 2016, mais ne seraient pas obligatoires.

Nous sommes partisans d'écoles domaines pour les élèves, mais seulement à partir de 16 ans, sans quoi elles constituent un obstacle à une formation large et polyvalente car elles se spécialisent déjà selon des domaines d'intérêt. Les écoles domaines à partir du second degré signifient pour nous aussi déjà un progrès en comparaison avec la situation actuelle, où la plupart des écoles proposent soit le général, soit le technique, soit le professionnel. Une école domaine a des effets positifs sur le plan de la mixité sociale de la population scolaire, la diminution de la stigmatisation injustifiée des élèves de l'enseignement professionnel et technique, une meilleure adéquation entre théorie et pratique, un passage plus souple entre deux orientations d'étude (au sein d'un même domaine). Nous déplorons néanmoins le fait que les écoles domaines ne soient pas obligatoires et que les directions d'école gardent la liberté de conserver des écoles purement professionnelles, techniques ou générales. Le précédent ministre de l'enseignement Frank Vandebroucke dit à ce sujet, dans *De Standaard* le 22 juin 2013 : « Les libertés que l'on offre devraient mener à une dualisation néfaste entre écoles domaines et écoles qui se positionnent contre ce modèle. Les inégalités sociales devraient de ce fait encore s'amplifier au lieu de diminuer ».

Jusqu'à quel point le lien enseignement – marché du travail est-il contraignant ?

Dans le masterplan, l'enseignement est lié de manière particulièrement contraignante tant dans le temps que dans l'espace –au niveau flamand, régional et sous-régional– aux besoins changeants des secteurs économiques.

Qu'advient-il des attestations B et C ?

L'Aped souscrit à l'objectif de combattre le redoublement et de l'éviter au maximum. Il faut pour cela mettre sur pied de vraies mesures pour diminuer le redoublement : ceci exige un encadrement suffisant de petites classes, mais aussi une remédiation en dehors des heures de cours



et la mise en place d'une école large : activités qui construisent et entretiennent une attitude positive vis-à-vis de l'école et de la connaissance.

Les règles administratives seules, comme une politique plus souple de certification (moins d'attestations B et C), sont insuffisantes et peuvent avoir des effets pervers (dévaluation des certificats). Nous sommes sceptiques face au soutien de trajectoires individuelles comme le fait d'emporter des échecs dans l'année suivante : pour les enseignants, ceci signifie un surcroît de travail et de bureaucratie, et parfois une mission impossible.

La classe considérée comme un groupe doit rester centrale. La remédiation doit se produire le plus rapidement possible. Sans moyens supplémentaires, ceci n'est pas possible et une politique plus souple de diplomation risque de ne combattre le redoublement que sur papier.

Mesurer, c'est connaître ?

L'élargissement à tous les élèves d'enquêtes pour récolter des données qui peuvent servir à diriger une politique centralisée et pour le contrôle de la qualité interne des écoles est en soi positif. Les données que de telles enquêtes fournissent, doivent être discutées avec les professionnels de l'enseignement : au niveau de la direction centrale et au niveau de chaque école. Mais dans le contexte de quasi-marché de l'enseignement flamand, avec liberté de choix de l'école entre des écoles en concurrence entre elles, ces données vont presque à coup sûr être utilisées pour faire de la publicité et être utilisées abusivement par certaines écoles pour exclure certaines catégories d'élèves. Une mauvaise utilisation de ces données par l'autorité, par la publication d'un ranking entre écoles, affecte de manière fatale la confiance dans le professionnalisme des équipes de chaque école.

Et les conditions de travail du personnel ?

Les points 8 et 9 du masterplan traitent de 'personnel et direction' et 'budget et encadrement'. Ils ont été lus attentivement par les organisations syndicales, car ils ont tout à voir avec le statut juridique et les conditions de travail des hommes et femmes qui vont devoir concrétiser la réforme de l'enseignement secondaire dans les écoles.

Plus grande échelle

Le masterplan indique que l'encadrement va être moins dégressif : ceci constitue un stimulant pour les grandes écoles. Les plus petites écoles, dans les zones rurales, ne vont-elles pas être mises en danger ? Les élèves se sentent moins chez eux dans une grande école.

De plus, les heures de cours et les moyens de travail ne devraient plus être attribués aux écoles mais aux groupes scolaires. Une augmentation d'échelle, groupant 1000 écoles secondaires en environ 100 groupes scolaires où l'on œuvre seulement à la professionnalisation de l'autorité scolaire, des directions et des cadres moyens, constitue un grand danger pour les droits et la motivation des membres du personnel « intermédiaires ».

Une hypertrophie des autorités, directions et cadres moyens peut transformer les hommes et femmes qui concrétisent chaque jour le processus d'apprentissage avec les enfants et jeunes, en simples suiveurs et exécutants. C'est le monde à l'envers. Pouvons-nous encore mener la danse avec notre équipe de professionnels avec une telle politique? Les moyens de l'enseignement doivent être déployés là où le processus d'apprentissage avec les élèves a lieu : dans les classes, pendant les moments de contacts avec les élèves.

La différenciation en classes hétérogènes est très énergivore. Les moyens nécessaires ne doivent pas être absorbés par l'investissement dans un cadre plus conséquent.

Contrat d'un an

Les tâches principales des enseignants et des autres membres du personnel en contact direct avec les élèves doivent être énoncées clairement et doivent être faisables dans le temps imparti chaque semaine.

L'Aped rejette un contrat annuel qui remplacerait ce principe par une augmentation volontaire, systématique des tâches à accomplir.



Combien investit l'autorité dans cette réforme ?



Selon le masterplan, cette réforme doit être budgétairement neutre : elle ne peut coûter un cent de plus. Les professeurs veulent tirer le maximum de leurs élèves. C'est pour l'Aped un mystère de savoir comment la différenciation dans l'approche des élèves et comment la nécessaire remédiation de leurs lacunes d'apprentissage individuelles, peuvent se faire sans encadrement supplémentaire pendant les moments de contact avec les élèves. Les « écoles domaine » nécessitent également un investissement en termes d'infrastructures et d'équipement didactique. De plus il y a aussi, et surtout, nécessité d'un refinancement de l'enseignement primaire. La diminution du redoublement dans l'enseignement secondaire, qui est attendue, et le fait que la spécialisation à 16 ans que nous prônons soit plus tardive de deux à quatre ans qu'actuellement, pourraient générer les économies qui pourraient être réinvesties dans l'enseignement obligatoire.

Ce masterplan est une occasion manquée



Une grande réforme sociale est nécessaire pour stopper l'hémorragie et la ségrégation sociale. Ce masterplan est une occasion manquée de travailler sur ce problème et, grâce à l'enseignement, de préparer réellement tous les élèves (au sens progressiste du terme) à être des citoyens actifs et conscients dans la société du 21^{ème} siècle. Le masterplan ne peut, pour les partisans d'un enseignement moins dual, être considéré comme autre chose qu'un maigre compromis. Et il y a plus : le masterplan comprend des stimulants pour fonctionner dans l'enseignement fondamental de manière moins intégrée et positionner les différentes branches de manière plus spécialisée.

Cette réforme manque d'ambition. Nous en voulons pour preuve le fait que, dès le début, le masterplan indique que la réforme doit être budgétairement neutre. Nous avons clairement mis en évidence tout ce qui constitue dans cette réforme un net retour en arrière. Nous devons cependant reconnaître ses aspects positifs, les défendre et les faire aboutir. Nous vous appelons tous ici à y contribuer.

1) Une version plus conséquente de ce texte (en néerlandais) est disponible depuis novembre sur le site de l'APED

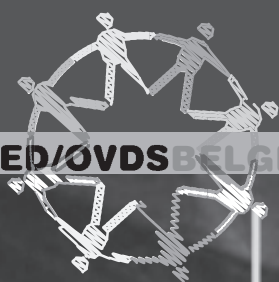
2) Voir 'Waarom is een hervorming nodig ? », in De democratische school, 52, décembre 2012, pp 7-9

3) Dans PISA in Focus vo ;2, 2013





APED/OVDS BELGIQUE INTERNATIONAL PISTE PÉDAGOGIQUE BRÈVES LIRE



l'école

démocratique



een zelfde kwaliteitsniveau voor alle leerlingen

L'Aped/Ovds en mouvement

Voici un écho des actions passées et à venir. Nous vous invitons dès à présent à bloquer l'une ou l'autre date dans votre agenda.

Deux nouveautés importantes au niveau national : une journée des militants et une formation de cadres de l'Aped/Ovds

Si nous voulons accroître notre impact sur les politiques d'enseignement, nous nous devons à la fois d'élargir et de renforcer le noyau de militants de notre association. C'est l'enjeu des deux initiatives décidées en Conseil Général⁽¹⁾.

Le samedi 28 juin prochain : une première journée de formation de cadres

Le samedi 28 juin, le Bureau de l'Aped organise, pour tous les militants de l'Aped (membres du Conseil Général ou membres actifs des régionales), une journée de formation interne. Le but est d'assurer la formation d'une équipe de cadres capables d'intervenir dans des débats publics, des forums, des journées d'étude...

Il nous faut des militants qui ne soient pas seulement formellement d'accord avec notre ligne, mais qui sachent l'argumenter et la défendre face à nos adversaires.

Lors de cette première journée, deux thèmes essentiels vont être abordés :



1) La relation entre école et marché du travail
Formation assurée par Linde Moriau (NL) et Nico Hirtt (FR)

A partir de documents historiques et actuels (illustrations, textes, graphiques...), vous serez amenés à découvrir comment a évolué la place de l'école dans l'économie capitaliste et, plus particulièrement, dans l'alimentation de son marché du travail. Ensuite, vous vous attarderez plus longuement sur les tendances actuelles afin de tenter de comprendre comment les mutations technologiques, industrielles et économiques des vingt dernières années sont reliées aux évolutions perceptibles dans le champ de l'enseignement (orientation sur les compétences, décentralisation, formation tout au long de la vie,...)

Lectures préparatoires conseillées :

L'École et le Capital : deux cents ans de bouleversements et de contradictions.

Éduquer et former, sous la dictature du marché du travail.

2) Les inégalités sociales dans l'enseignement belge
Formation assurée par Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe Schmetz (FR) et Dirk De Zutter (NL)

Comment mesure-t-on les inégalités sociales à l'école? Quelle est la valeur des tests PISA à cet égard? Notre enseignement belge (flamand et francophone) est-il vraiment l'un des plus inéquitables qui soient? Et pourquoi? Enfin, le programme de l'Aped constitue-t-il une réponse efficace et réaliste à ce défi?

Lectures préparatoires conseillées :

PISA : France et Belgique, champions de l'inégalité.

Vers l'école commune.

Pour préparer les documents nécessaires à ces deux formations, nous devons connaître le nombre de participants. Normalement, les membres du Conseil Général sont tous attendus à cette formation. En cas d'empêchement, veuillez nous prévenir. Pour les autres participants, une inscription par mail auprès de nico.hirtt@ecoledemocratique.org est souhaitée.

Le lieu (à Bruxelles) et l'horaire exacts seront bientôt communiqués par voie de mail.

Le samedi 15 novembre : une journée pour les membres de l'association

Autre nouveauté : le samedi 15 novembre, nous réunirons un maximum de militants de notre association.

A l'occasion de cette journée, nous poursuivrons trois objectifs : une (in)formation sur des thématiques chères à l'association (deux temps d'ateliers sont prévus), un échange de pratiques pour renforcer la dynamique des régionales, et souder les liens entre les militants dans un moment de rencontre.

Ici aussi, les informations pratiques suivront, dans le prochain numéro de l'ED, sur le site et par mailing.

Le samedi 20 septembre : un débat sur l'enseignement dans le cadre de Manifiesta

Manifiesta est en passe de devenir une « fête de l'Huma » à la belge. Une grande fête du peuple de gauche, toutes origines et tous milieux professionnels confondus. C'est pourquoi un groupe s'est constitué en vue d'organiser une conférence-débat sur l'enseignement qui nous permettra de toucher et d'entendre un public bien plus large que le public traditionnel de l'Aped/Ovds ! Le thème retenu : « L'école de demain : ségrégation ou émancipation? » Le groupe qui se charge d'organiser cet événement vise une centaine de participants : il va de soi qu'un maximum de militants et sympathisants de l'Aped sont attendus ce jour-là à Bredene (Ostende).

Campagnes « PISA 2012 » et Appel à refonder l'école

L'Aped a été très présent sur le front du « lobbying » en matière de politiques d'enseignement. Nos analyses des résultats PISA 2012 ont fait du bruit (et continuent d'atteindre des sommets de consultation sur le site internet). Elles avaient fait la Une du quotidien Le Soir du 29 janvier. Il va de soi que nous poursuivons la campagne : les « conférenciers » de l'Aped sont à la disposition des personnes qui souhaiteraient organiser une conférence-débat sur la reproduction des inégalités sociales à travers les systèmes scolaires... et notre projet alternatif d'école commune.

Dans le même temps, nous avons participé à l'Appel pour une refondation de l'école, lancé par voie de



presse fin janvier. Le texte intégral de cet appel, commun à 29 associations, syndicats et personnalités, est publié dans le dossier « bilan et perspectives » de l'ED que vous tenez en main. Il aura eu le mérite de faire des vagues, notamment d'obliger la ministre en charge de l'enseignement obligatoire à « sortir du bois » et à révéler au grand jour le manque d'ambition de sa politique. A contrario, il aura rapproché les progressistes qui partagent la conviction qu'une autre école est nécessaire et possible.

représentants d'autres associations... est en train de prendre forme. On en reparlera.

1 Le CG est l'assemblée générale de l'asbl.
2 En gestation.

Du côté des régionales



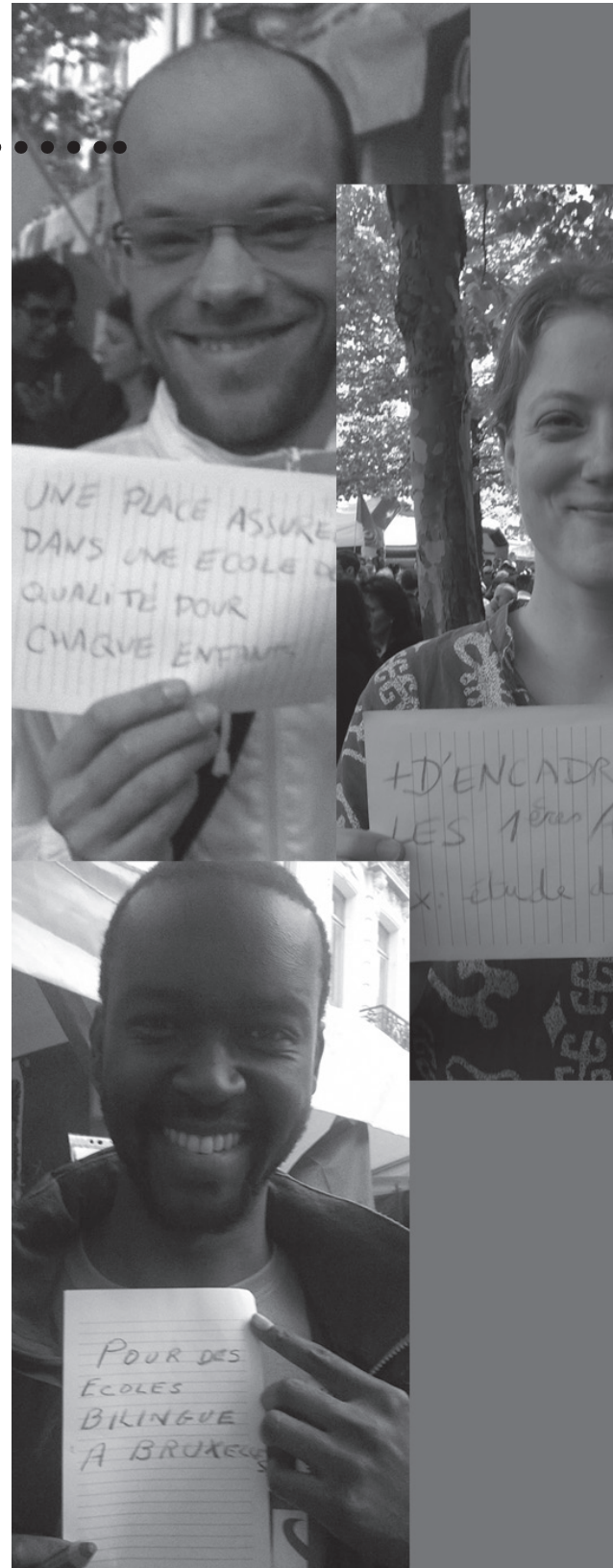
En Flandre, le livre «Het onderwijsdebat. Waarom de hervorming van het secundair broodnodig is» (sur la réforme de l'enseignement secondaire), écrit par une douzaine de professeurs de 4 universités, est présenté à Anvers (7 mai), Hasselt (8 mai) et Gand (15 mai). Le professeur Ides Nicaise (Université Leuven), coordinateur du livre, y présente les grandes lignes et les conclusions des auteurs. La présentation est suivie par un débat avec des parlementaires des partis politiques. Ces soirées sont co-organisées par l'Aped.

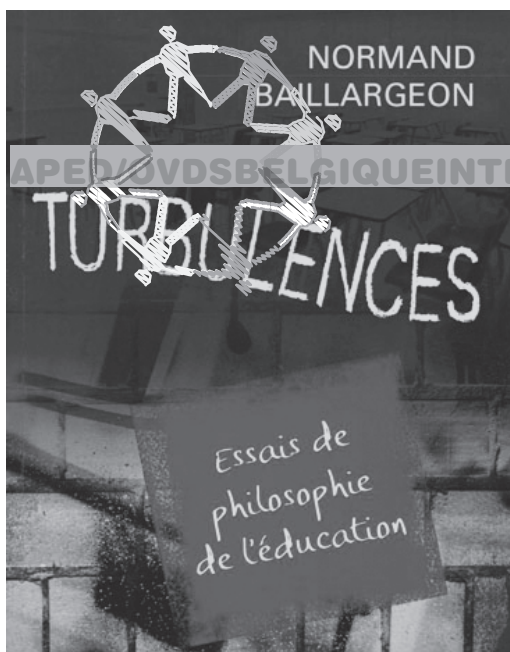
Le groupe régional d'Anvers a réuni le 18 février une soixantaine de personnes autour de la question : « Enseignement : que pouvons-nous apprendre des Finlandais ? »

La section d'Ottignies (Brabant Wallon)² a mené sa première action le mercredi 23 avril à Ottignies. C'est Nico Hirtt qui y a exposé son analyse de « Pisa 2012, sans fard et sans voile ».

La régionale bruxelloise, entre autres choses, a fait le point sur le manque de places dans l'enseignement de la Région Bruxelles-Capitale. Vous pouvez en lire la synthèse dans ce numéro. C'est également à Bruxelles que le stand du 1er Mai a été le cadre d'une action: il s'agissait de demander aux participants d'inscrire sur un cahier d'écolier une revendication pour une école démocratique... et de prendre la pose pour une photo (vous en retrouvez l'une ou l'autre dans ce numéro).

Le groupe de Liège a continué de se renouveler. Les échanges y sont nourris par les expériences des membres (pédagogie active et mixité sociale dans une école de quartier populaire, débat critique sur les CEFA, etc.) Le vieux projet d'une réflexion croisée et d'une action publique avec des étudiants, de jeunes travailleurs, des délégués syndicaux, des parents, des





APED / OVDS BELGIQUE INTERNATIONAL PISTE PÉDAGOGIQUE BRÈVES LIRE

Normand BAILLARGEON, *Turbulences*, essais de philosophie de l'éducation

Par Michèle Janss

« On en est arrivé à cette situation dans laquelle la philosophie ne joue plus qu'un rôle extrêmement mineur dans la pensée de l'éducation... Cette perte mémorielle est immense et se paie au prix fort. Car refuser de faire de la philosophie, c'est courir le risque d'être, sans même en avoir tout à fait conscience, sous l'emprise d'une mauvaise philosophie. »

N. Baillargeon propose, dans cet ouvrage, de revenir à la réflexion philosophique et de penser l'enseignement de manière rationnelle et humaniste.

Une réforme de l'éducation a été lancée en 1999 au Québec. Baillargeon en fait un bilan plutôt critique: comme en Belgique, il a été décrété que les compétences devaient prévaloir sur les connaissances alors que la vérité est qu'il faut du savoir pour apprendre. Un solide bagage de connaissances générales est indispensable au développement des capacités intellectuelles et constitue un des meilleurs moyens de mener à la réussite scolaire. De plus, tout individu devrait, pour pouvoir participer au débat démocratique, avoir les bases culturelles et scientifiques nécessaires.

Qu'est-ce donc que cette culture générale que devrait fournir l'école ? Loin d'être un retour en arrière, pour l'auteur, il s'agit d'un ensemble de repères. Les sciences, les mathématiques citoyennes, la littérature et la culture de l'imagination, l'histoire et l'histoire des idées, la philosophie... Baillargeon développe les contenus, souhaitant revenir à un enseignement émancipateur, riche de savoirs.

D'après lui, le progressisme politique « est desservi par un progressisme pédagogique auto-proclamé ». L'école devrait cesser ses « expérimentations », reposer ses réformes sur une recherche fiable et renouer avec la tradition de la philosophie de l'éducation. Le livre est plein de pistes de réflexion mais aussi de références philosophiques.

Sa conclusion est positive. Des solutions existent et elles séduiront un bon nombre de profs : liberté des universités, exigence de plausibilité scientifique de ce qui est mis en avant, précaution pédagogique, transparence démocratique, distinction entre progressisme politique et progressisme pédagogique, renforcement de la formation des futurs enseignants, respect de l'autonomie des enseignants... La lecture de ce livre nous plonge en pleines turbulences intellectuelles mais elle nous apporte aussi une idée plus claire de ce que devraient être nos revendications pour un enseignement réellement égalitaire et démocratique.

Deux ouvrages sur l'enseignement, du même auteur :

Légendes pédagogiques. L'autodéfense intellectuelle en éducation (disponible uniquement au Canada): l'auteur y dénonce les pseudos sciences du comportement qui minent les recherches en éducation.

Liliane est au lycée. Est-il indispensable d'être cultivé ?, éditions Flammarion, Paris, 2011. Pour écouter, à propos de cet ouvrage, Baillargeon parler de culture générale : <http://www.youtube.com/watch?v=YjQ-NLP-pgc>



NOUVEAUX MONDES

Éloge de la lecture

La construction de soi



MICHÈLE PETIT

BELIN

Michèle PETIT, Eloge de la lecture: la construction de soi, Paris - éd. Belin, 2002

Par Lutgarde Dumont

Voici une lecture qui s'adresse tout spécialement aux professeurs de français. Mais pas qu'eux.

Autre monde (intime ou lointain), pensée inventive, rencontres imprévisibles, transgression entre deux cultures, cercles d'appartenance élargis, transformation de la douleur, partages clandestins... Que cela vous évoque-t-il ? Un conte lu au coin du feu ? Un roman dévoré sur la banquette d'un train ? Un récit surprenant glané dans une bibliothèque ?

Pour Michèle Petit, tout cela évoque les multiples apports de la lecture auprès de bon nombre de ses bénéficiaires de tous âges et de toutes origines. Elle m'a ainsi offert dans son œuvre un émouvant et riche voyage au travers de différentes expériences humaines de dépaysement et de (re ?) construction de soi par le livre (récit, poésie, etc.). Grâce à nos explorations littéraires, nous décrit-elle, certaines de nos angoisses acquerraient « droit de cité en étant filtrées », notre monde chaotique intérieur pourrait prendre forme et devenir plus tolérable par la magie de la distance. Notre identité bafouée aurait la chance d'y être restaurée.

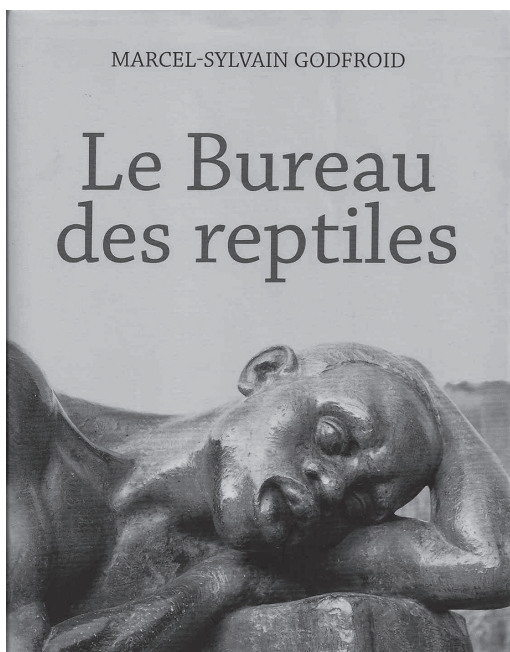
Durant la lecture de cet essai, j'ai souventes fois eu l'impression d'être plongée moi-même dans les productions littéraires évoquées, tant l'auteure se met dans la peau des lecteurs et lectrices en transformation. Aussi, son étude peut enrichir autant bibliothécaires que parents, enseignant.e.s et toutes personnes touchant de près ou de loin à l'éducation. Des pistes leur sont en effet proposées pour offrir à leurs lecteurs des opportunités d'abri, de lien avec le monde, de réponse à leur questions, d'espoir retrouvé, de libération des ornières familiales, culturelles ou intellectuelles.

Nous lirons, par ailleurs, la suggestion d'être prudent par rapport aux effets déstabilisants sur des lecteurs possiblement sensibles, qui auraient besoin d'accompagnement.

D'autre part, la technicisation de la lecture à l'école y est abordée de manière nuancée : jusqu'où est-elle au profit de la compréhension du texte, de sa structure, de sa symbolique et de ses intentions, et jusqu'où fait-elle perdre vie à ce dernier, autant qu'à la découverte spontanée des élèves ?

Pour terminer mon apologie, deux témoignages. Le premier est celui d'une enfant manifestant quelque ennui à l'écoute d'un récit « plein de bons sentiments », trouvé sous la rubrique « adoption », mais se sentant plus attirée par l'histoire de Tarzan, surtout par le passage où il est dans les bras de la guenon Kala. Le second témoignage est celui d'une discussion inattendue, survenue dans une classe à partir d'un passage de l'Odyssée, où Ulysse passa des années chez Calypso : cet épisode a éveillé l'expression des élèves sur les différentes formes de familles, plus que l'aurait pu une invitation frontale du professeur à dessiner leurs arbres généalogiques respectifs.

Enfin, quelle riche bibliographie nous livre Michèle Petit ! Nous ouvrant par là-même à de nombreuses prolongations.



Marcel-Sylvain GODEFROID,
Le Bureau des Reptiles
Éditions Weyrich

Par Jean-Pierre Wauters

Quand Léopold II mettait le Congo à feu et à sang

Il serait sans doute temps pour les Belges d'assumer pleinement leur histoire coloniale. Certes au cours des trente dernières années, d'excellents historiens ont mis en lumière cette partie bien trouble de notre histoire. Mais qui les a lus ?

Il s'agit ici d'un roman historique passionnant, superbement écrit, qui nous plonge dans l'ambiance et le vocabulaire de la fin du 19^e siècle à Bruxelles. Cette évocation du passé bruxellois, avec ses traditions, ses expressions savoureuses et ses conditions de vie à l'époque serait à lui seul suffisant pour motiver la lecture.

Mais l'intérêt vient surtout de la réalité des exactions et du pillage des ressources, commis sous le couvert de l'action prétendument civilisatrice qui nous est progressivement dévoilée au travers d'une intrigue à rebondissements. Un roman certes, mais ne vous y trompez pas, surtout une œuvre remarquablement documentée.

Je suis persuadé que vous n'avez rien lu, rien entendu, à propos de ce livre. Faire la promotion d'un roman qui peint sans concessions le fonctionnement de l'administration coloniale et ses efforts pour étouffer les voies discordantes reste apparemment un acte politiquement incorrect pour les médias par définition bien-pensants !

Une bonne raison, me semble-t-il, pour contribuer à le faire connaître par tous les moyens possibles !

